

(Les rencontres débutent à 18 h 15.)

M. MANCEAU. - En tant que Président de la Commission agriculture et environnement du Conseil général d'Eure-et-Loir, je suis très heureux de vous accueillir à ce colloque.

Dès l'école primaire, nous apprenions que la Beauce était le grenier à blé de la France.

Principale composante de cette Beauce, l'Eure-et-Loir est tout naturellement le premier département agricole de France.

La plupart de nos concitoyens ont des racines rurales souvent agricoles.

Jusqu'aux années 60, le monde agricole était le pilier de la ruralité.

Puis beaucoup des enfants de la terre ont été attirés par la vie citadine avec, en corollaire, un affaiblissement démographique, politique, économique de notre monde rural.

Aujourd'hui, une attraction forte de nos territoires fait que beaucoup de citadins reviennent retrouver les racines terriennes de leurs ascendants, peut-être aussi par nécessité financière, il est en effet plus abordable de venir se loger dans nos villages.

Ces nouveaux venus sont souvent définis comme des rurbains.

Ces habitants sont heureux de vivre à la campagne, mais souvent malheureux de ne pas pouvoir bénéficier de tous les services, tous les équipements collectifs qu'ils ont quittés.

Aujourd'hui, la ruralité de notre département ne repose plus sur le même fondement, non plus sur les valeurs connues par les générations précédentes.

La stabilité, la cohésion de notre société reposaient sur cet équilibre à majorité rurale.

Le territoire eurélien est utilisé à 75 % pour l'agriculture alors que l'espace national ne l'est qu'à 33 %.

La vocation agricole de l'Eure-et-Loir est incontournable.

Les agriculteurs d'Eure-et-Loir sont et seront innovants tout en restant productifs et ils ont bien intégré qu'ils devront être de plus en plus respectueux de l'environnement.

Règle incontournable pour demain : relever le défi de l'alimentation sur notre terre en pleine évolution démographique.

Sachons accueillir sur nos territoires de nouveaux habitants en partageant intelligemment nos espaces.

Ils sont pour notre ruralité une valeur ajoutée.

Beaucoup de ces anciens citadins qui ont été élus dans les conseils municipaux de nos petites communes, nous font bénéficier de leur différence, de leur expérience, preuve qu'ils sont prêts à s'intégrer.

J'œuvrerai toujours pour que les valeurs de la ruralité soient de plus en plus solides.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements.)

Jean-Marc PROVIDENCE. - Mesdames, Messieurs, je voudrais à mon tour vous remercier d'être ici présents ce soir et vous dire le plaisir que nous avons à vous accueillir, plaisir réel de vous accueillir au COMPA dans un musée de société pour traiter d'un sujet de société, plaisir aussi de poser des questions qui, ici, ont tous leurs sens et parfois peut-être même un peu plus qu'ailleurs, du style : quelles relations inventer entre l'agriculture et la ruralité, entre la ville centre, l'agglomération urbaine et de l'autre côté, le village, l'espace rural.

Plaisir de renouer aussi sous une forme renouvelée avec la tradition des rencontres du COMPA.

Il y a eu jusqu'à ce jour 16 rencontres au COMPA, très souvent sur des sujets à caractère muséographique.

Nous sommes vraiment tout à fait intéressés dans l'histoire du développement de ce musée de société à poser des questions qui sont évidemment au cœur des sujets du COMPA.

Vous les connaissez. C'est évidemment tous les sujets à l'interface entre agriculture environnement, alimentation, mais c'est aussi beaucoup sur les nouvelles relations entre ville et campagne, entre urbanité et ruralité.

Plaisir aussi de participer, je pense que certaines des personnes présentes dans la salle sont au cœur de cette réflexion, à une politique des territoires telle que tente de l'initier aujourd'hui le Conseil général d'Eure-et-Loir.

Plaisir aussi de retrouver de vieux complices et derrière la table et dans la salle.

Pour toutes ces raisons, pour nous, c'est un jour important pour le COMPA.

Vous le savez, les manifestations sont nombreuses. Parfois pour le Salon des animaux de ferme, on peut accueillir jusqu'à 8 000 personnes en trois ou quatre jours.

Nous sommes très nombreux ce soir, mais ce n'est pas tant le nombre qui importe que la qualité et la densité de la réflexion que l'on voudrait essayer de conduire tous ensemble.

On va essayer de le faire sous une forme qui soit la plus libre, la plus ouverte possible.

Autour de la table très rapidement, on y reviendra avant chacune de leurs présentations, nous avons un géographe, Jean-Paul Charvet, un économiste et agronome Hervé Guyomard qui nous a rejoints juste à temps malgré les difficultés de transport et deux sociologues, Bertrand Hervieu et Jacques Rémy.

Mme Yannick Sencébé qui est sur le programme est excusée. Elle venait de Dijon et décidément son train n'a pas quitté la gare. Elle est excusée ce soir pour des raisons que l'on peut aisément comprendre.

La façon dont les choses devraient se passer, c'est de respecter l'ordre que je viens d'indiquer, c'est-à-dire de donner successivement la parole à chacune des personnes que je viens rapidement de présenter en sachant que - M. Charvet a eu la gentillesse de

dire que c'était une bonne idée - l'on va partir du plus global, c'est-à-dire de la question très liée à l'exposition temporaire actuelle : nourrir les hommes. On va se poser la question au niveau planétaire, au niveau mondial, de la faim dans le monde pour prendre des expressions toutes faites et rapides, puis avec Hervé Guyomard on approchera sans doute des questions qui ont plus trait aux agricultures européennes.

Avec Bertrand Hervieu, on avancera vers deux questionnements autour de l'éclatement des modèles agricoles, des questions de relation entre ville et campagne, de résidentialisation de la campagne et dans un très beau titre, Jacques Rémy ne manquera pas de faire un retour à l'exploitation familiale et de se poser la question de l'avenir de l'exploitation familiale.

Nous essaierons de respecter cet ordre.

Vous avez bien compris au passage que l'on allait du plus global. Jean-Paul Charvet est l'auteur d'un Atlas de l'agriculture et Jacques Rémy est descendu au très local et au très proche puisque nombre de ses travaux ont porté sur les conjoints en agriculture. On est vraiment, là, dans l'intime.

On va leur laisser une vingtaine de minutes chacun pour présenter très tranquillement leur projet et, à la suite de cette série, on demandera à deux compagnies de théâtre d'intervenir, qui ont fait un travail de collecte sur le terrain, le Sub'Théâtre Philippe Lipchitz et Dominique Chanfrau qui ont travaillé en allant sur le terrain et en posant la question aux agriculteurs : C'est quoi pour vous l'agriculture demain ?

Le même travail ou à peu près a été fait par une autre compagnie de théâtre qui s'appelle la compagnie du Chêne-Chenu. Yann Bonny et Phyllis Yordan qui font depuis longtemps un travail dans le cadre des monographies faites dans chacun des cantons euréliens en allant à la rencontre des habitants et en leur posant la question : C'est quoi pour vous aujourd'hui la ruralité au quotidien ?

Nous aurons une série de témoignages. On leur donnera une quinzaine de minutes maximum. Ensuite, nous ferons une pause, ce qui nous permettra de discuter avec les intervenants autour d'un petit cocktail dînatoire. Puis nous reprendrons si vous en êtes d'accord, nous demanderons à M. Guy Lirochon, Président de la chambre d'agriculture, de nous dire ce qu'il a pensé de tout cela et le débat sera ouvert entre les intervenants et la salle dans la volonté d'ouvrir le dialogue le plus largement possible.

On se donnera une jolie heure pour faire cela ensemble.

On terminera évidemment avec des artistes, le Sub'Théâtre et le Chêne-Chenu reviendront pour nous redonner quelques lectures rapides avant que nous nous quittions avec, je l'espère, plein de questions et éventuellement quelques réponses ou quelques idées neuves dans la tête.

Voilà donc comment les choses devraient se dérouler de telle façon à ne pas monopoliser la parole puisque je ne suis là, au contraire, que pour la distribuer.

Je passe tout de suite la parole à M. Jean- Charvet qui va revenir sur des questions amples.

Jean-Paul CHARVET. - Bonjour à tous.

Je suis professeur émérite à l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense et je suis particulièrement heureux d'être à Chartres ce soir dans la mesure où j'y ai d'excellents souvenirs puisque dans une partie de ma thèse qui a pour titre : « Les greniers du monde », thèse soutenue à la Sorbonne en 1984, il y a un certain nombre d'années, publiée chez Economica en 1985, il est question assez largement de la Beauce.

J'ai n'ai pas vu grand-chose dans les champs à cette époque de l'année. En revanche, j'ai vu qu'il y avait pas mal d'embouteillages autour de Chartres qui n'existaient pas de mon temps.

Mon rôle est de vous faire une présentation mondiale. Pour ne pas déborder du cadre des 20 minutes qui viennent de m'être accordées, c'est une sorte de CTE, un contrat temporaire d'exposé !, je vais concentrer mon attention sur les céréales.

Je pense que, à Chartres, parler des céréales quand même cela s'impose.

On peut dire que l'ensemble des céréales non seulement le blé mais aussi le maïs, l'orge, le mil, le riz toutes les autres céréales, occupe 45 % des terres cultivées de la planète.

C'est la principale culture et si l'on ajoute aux céréales les graines oléagineuses du type colza, soja, ces grains au sens large occupent 60 % des superficies cultivées de la planète.

On est bien là avec les céréales et les graines oléagineuses au cœur du système alimentaire mondial.

Très rapidement, je vais vous rappeler quelles sont les principales composantes de la demande, qui est une demande en expansion continue.

Ensuite, j'évoquerai rapidement, les conditions de la production dans le monde et enfin, quelques mots sur les échanges et là, je pense que j'aurai largement épuisé mon temps.

Concernant la consommation de céréales dans le monde, trois grands facteurs sous-tendent la progression de la demande de céréales :

D'abord ce que l'on appelle la transition alimentaire, c'est-à-dire que lorsque des populations s'enrichissent, et il y en a, comme vous le savez, dans les pays émergents, en particulier en Chine, elles se mettent à consommer davantage de protéines d'origine animale, par exemple en Chine plus de viande de volaille et surtout de porc.

Or comme vous le savez, ces viandes sont granivores, donc elles sont obtenues grâce à une consommation de céréales et de tourteaux d'oléagineux.

On a effectivement là un facteur important d'accroissement de la demande de grains.

Un autre facteur important : l'urbanisation des populations.

Aujourd'hui, plus d'un terrien sur deux vit en ville. Si l'on regarde différents pays en développement, on voit que leur population augmente à des rythmes très rapides.

Dans certains pays, c'est plus de 60%/70 % de la population qui est urbaine.

Il faut savoir, en gros, de manière très schématique, que même s'il y a des bidonvilles, des habitats sous intégrés, comme l'on dit, autour de bien des villes du Tiers-monde, malgré tout les populations urbaines ont des niveaux de vie supérieurs à ceux des

ruraux.

Il faut savoir que dans le milliard de personnes qui sur notre planète actuellement survivent en état de sous-nutrition chronique, qui souffrent de la faim en schématisant, les trois-quarts sont des paysans.

Dans les villes, je ne dis pas que tout est parfait, loin de là, mais c'est un peu mieux et, de ce fait, des niveaux de revenus un peu supérieurs à ceux du monde rural favorisent le développement de la consommation de viande de protéines d'origine animale.

Un chiffre pour vous repérer : en Chine, vers 1960 à l'époque du grand bon en avant, le chinois moyen, c'est une abstraction le chinois moyen, consommait en gros 5 kilos de viande par an.

Actuellement, le chinois moyen consomme 50 kilos de viande par an et le premier troupeau de porcs de la planète se trouve en Chine. Le premier importateur mondial de soja qui réalise 60 % des importations mondiales de soja est la Chine, ce n'est pas nous. Pourtant on en importe beaucoup.

Transition alimentaire, urbanisation des populations et bien évidemment un facteur très important : l'accroissement démographique.

C'est le dernier facteur très important.

En 2000, la production mondiale de céréales, toutes céréales confondues, était de l'ordre de 2 milliards de tonnes à peu près, à 50 millions de tonnes près.

La population en 2000 était, comme vous le savez, de 6 milliards.

Vous faites la division et vous voyez que le terrien moyen consomme 330 kilos de céréales par an.

C'est une consommation toute théorique. Vous voyez comment j'ai obtenu les fameux 330 kilos.

Cela comprend la consommation directe sous forme de pain, de pâtes alimentaires, de biscuits, mais aussi la consommation indirecte sous forme de céréales que l'on donne aux animaux. 30 % de la production céréalière mondiale va à l'alimentation animale. Cela comprend aussi les semences, les pertes, cela comprend tout.

À propos de pertes, vous avez peut-être eu écho d'une étude récente de la FAO qui dit que 1/3 de la production alimentaire mondiale est gaspillé ou perdu de différentes manières.

Je n'ai pas le temps de développer, mais on pourrait y revenir si cela vous préoccupe. J'avoue que c'est d'ailleurs un peu préoccupant.

Je reviens à mon terrien moyen qui consomme 330 kilos de céréales par an.

En l'an 2000, nous étions 6 milliards, en 2050, nous serons très vraisemblablement 9 milliards. Donc, pour simplement conserver le niveau de consommation actuel, qui n'est pas satisfaisant puisqu'un milliard de personnes survivent en situation de sous-alimentation chronique, mais ne changeons rien dans mon hypothèse dans l'immédiat sur ce point, vous voyez ce qu'il faudra arriver à produire ?

Il faudra arriver à produire 3 milliards multipliés par 330 kilos, c'est-à-dire un milliard de

tonnes de céréales en plus.

Donc vous voyez en Beauce, il y a une bonne marge pour intensifier encore davantage pour produire toujours plus. Je ne sais pas si la Beauce y arrivera toute seule, sûrement pas.

En tout cas, c'est une demande qui reste très dynamique et les céréales constituent un des grands marchés de la planète.

Evidemment, moins en valeur qu'en tonnage, mais en tonnage il faut voir que cela mobilise des capacités de transport considérables du point de vue des trains, des bateaux, des camions, etc.

Face à cette demande qui est en accroissement régulier depuis des décennies et qui continuera vraisemblablement à l'être dans les décennies qui viennent, quelles sont les armes de la production ?

Je ne vais pas abuser des schémas, un seul. La production peut être développée de deux manières : soit on augmente les superficies cultivées, soit on augmente les rendements ou, mieux encore, on fait les deux.

Sauf que, à l'échelle mondiale, vous voyez que les terres arables, *Arable Lands* en anglais, d'ailleurs il vaudrait mieux traduire par les terres qui portent des cultures annuelles, ce serait plus précis du point de vue scientifique parce que, dans terres arables vous avez aussi les terres qui sont cultivées à la houe et à la bêche par les paysans asiatiques ou africains.

Les terres qui portent des cultures annuelles, c'est en gros 1 400 millions d'hectares auxquels s'ajoutent ce que l'on appelle dans le langage de la FAO les *Permanent Crops*, c'est-à-dire les cultures permanentes, les plantations comme la vigne, les vergers, et au total on arrive à un peu plus de 1 500 millions d'hectares.

1 500 millions d'hectares sur des terres émergées, c'est en gros 10 fois plus.

Donc 10 % seulement des terres émergées sont cultivées actuellement.

Ce qui pose problème aujourd'hui, c'est que ce chiffre de 1 500 millions d'hectares bouge très peu.

J'ai fait un calcul rapide : entre 1980 et 2005, la population mondiale a augmenté de 45 % et pendant le même temps, les terres cultivées ont augmenté de 4,5 %. Le rapport est de 1 à 10.

Cela veut dire que, si aujourd'hui la situation alimentaire mondiale n'est pas pire qu'elle ne l'était il y a 30 ans, c'est grâce essentiellement à la progression des rendements.

Bien évidemment, on défriche de nouvelles terres agricoles, par exemple au Brésil, dans les campos cerrados du Mato Grosso, en Afrique, en Indonésie, mais dans le même temps on perd des terres agricoles, y compris en Beauce d'ailleurs j'ai vu cela tout à l'heure, pas tellement ici, par érosion des sols ou salinisation des terres irriguées, mais par étalement urbain.

L'étalement urbain, cela mange des terres de façon considérable.

En France, 86 000 hectares disparaissent chaque année du fait de l'étalement urbain.

Aux États-Unis, c'est 500 000 hectares.

Donc, on ne peut pas trop compter sur un accroissement substantiel des superficies irriguées, cela peut jouer à la marge, peut-être quelques dizaines de millions d'hectares sur 30 ans, mais cela peut guère aller au-delà compte tenu du fait que, bien sûr on gagne de nouvelles terres, mais on en perd aussi et souvent celles que l'on perd, Chartres est un bon exemple, c'est une très bonne terre. Ce ne sont pas les plus mauvaises qui disparaissent sous les lotissements, les autoroutes et les carrefours giratoires dans lesquels la circulation a beaucoup de mal à circuler !

Finalement, vous voyez bien que la solution qui reste, c'est l'accroissement des rendements.

Sauf que - mes collègues plus savants que moi pourront vous l'exposer de manière plus détaillée - l'accroissement des rendements implique des semences nettement améliorées, on les a, mais aussi d'utiliser beaucoup d'intrants d'origine industrielle.

On en utilise un peu moins aujourd'hui par rapport à une quinzaine d'années, mais on continue à en utiliser aussi bien des engrais, en particulier des engrais azotés que des herbicides, des fongicides, des insecticides, les herbicides, toute une panoplie d'intrants qui n'existaient pas à l'époque où j'étais sur l'exploitation agricole de ma grand-mère, mais qui aujourd'hui sont largement utilisés.

Aujourd'hui, le vrai problème, c'est comment produire toujours plus puisqu'il va bien falloir produire plus, c'est incontournable, en gérant beaucoup mieux l'environnement ?

Ce n'est pas sans solution, mais j'oserai dire que face à ces solutions, il faut mettre le financement indispensable, sinon cela ne marchera pas tout seul.

C'est une vraie question que mes collègues aborderont tout à l'heure et je pourrai y revenir si vous le souhaitez.

Un point important : pour accroître la production par hectare, il y a un système que l'on connaît bien et qui marche bien, c'est l'irrigation.

Il faut savoir que les terres irriguées sont à l'origine de 40 % de la production agricole mondiale. C'est beaucoup.

Sur 18 à 19 % des terres arables, on arrive à produire 40 % de la production agricole mondiale, sauf que, pour irriguer il faut de l'eau et il commence à y avoir de gros problèmes du côté des approvisionnements en eau.

Voici une carte de l'irrigation dans le monde : les cercles sont proportionnels aux millions d'hectares irrigués et les teintes en aplat traduisent le pourcentage des terres irriguées dans les superficies agricoles totales.

Vous voyez que l'irrigation est tout de même très largement un phénomène asiatique.

Je sais que l'on irrigue en Beauce Dunoise, mais à côté de la Chine, de l'Inde ou du Pakistan, c'est peu de chose.

En Chine, presque un hectare sur deux est irrigué puisque le blé est cultivé à contre saison. Il est irrigué en hiver à une époque où il ne pleut pas.

Il faut donc absolument irriguer.

Vous comprenez à ce moment-là beaucoup mieux une des données géopolitiques du monde contemporain qui est le contrôle, mais le contrôle politico-militaire de la chaîne himalayenne qui est le premier château d'eau de la planète.

On comprend en regardant cela qu'il puisse y avoir quelques dissensions du côté de ce grand château d'eau que constitue l'Himalaya.

Il y a d'autres châteaux d'eau au Moyen-Orient, par exemple le plateau du Golan qui constitue un enjeu stratégique pour le développement plus important d'une irrigation.

On en arrive aujourd'hui à une situation limite avec l'eau dans la mesure où, vous voyez ici évoluer le trait noir. C'est l'évolution des superficies irriguées dans le monde.

On est aujourd'hui quelque part autour de 180 millions d'hectares irrigués, mais vous voyez que, par 100 habitants de la planète terre, finalement, l'irrigation ne progresse plus.

Donc, le coût de l'eau, l'accès à l'eau, en Beauce on paye l'eau aujourd'hui, de mon temps on ne la payait pas pour irriguer le maïs, tout cela c'est un problème qu'il va falloir gérer au mieux j'oserais dire, de la manière la plus efficace et la plus équitable possible.

J'en viens aux échanges de céréales et plus particulièrement aux échanges de blé.

Le blé est la céréale qui transite le plus par le marché mondial.

Environ 18 à 19 % de la production mondiale de blé passe par le marché mondial.

C'est beaucoup plus que le maïs. Le maïs, c'est autour de 11 % à 12 % de la production mondiale de maïs qui transite par le marché mondial. C'est encore beaucoup plus que le riz ; autour de 5 % à 6 % de la production mondiale de riz passe par le marché mondial.

Le blé, c'est vraiment la grande céréale sur le marché mondial et sur ce marché mondial, ce blé est destiné essentiellement à la consommation humaine contrairement au maïs qui va plutôt vers la consommation animale ou aujourd'hui vers l'éthanol.

Vous avez vu que 40 % de la production américaine d'éthanol, c'est-à-dire 125 millions de tonnes sur un peu plus de 300 millions va aujourd'hui aux États-Unis à la production d'éthanol.

Vous avez peut-être vu aussi que 55 % de la production brésilienne de canne à sucre va à la production d'éthanol.

Là, il y a un débouché, mais très peu de blé est transformé en éthanol.

Le blé, c'est vraiment une demande mondiale. Vous savez qu'il n'y a pas tout à fait 200 pays sur notre planète parce que, à l'ONU, cela change tous les ans.

Il y a toujours une petite île du Pacifique qui tout d'un coup devient un état qui entre à l'ONU, et sur ces 200, il y en a 160 à 170 qui sont des importateurs réguliers de blé chaque année.

Certains en importent quelques centaines de milliers de tonnes, d'autres des millions de tonnes.

Pour simplifier la géographie des importateurs, on peut dire qu'il y a deux grandes zones déficitaires en blé et en céréales sur notre planète : la façade Pacifique de l'Asie avec

en particulier le Japon, Taïwan, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Chine, non, la Chine importe des graines oléagineuses, elle importe très peu de céréales dans l'immédiat, peut-être plus tard.

Cela c'est une grande zone déficitaire en blé, mais c'est loin de chez nous.

Par contre, il y a une autre zone très déficitaire en blé et de plus en plus qui est très proche de chez nous, Bertrand Hervieu que vous écouterez tout à l'heure a consacré un gros livre à ces pays, ce sont les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée.

Ces pays où il y a le printemps arabe aujourd'hui ont importé cette année 75 millions de tonne de céréales, essentiellement du blé. C'est deux fois plus que la production française de blé et 5 millions de tonnes de graines de soja en plus.

On pense que vers 2025, ces pays qui ne peuvent pas tellement développer leur production pour des raisons que je pourrai expliquer tout à l'heure si vous le souhaitez, importeront 115 à 120 millions de tonnes de céréales.

On rentre dans la géopolitique et je vais terminer par là puisque j'ai participé récemment à un petit livre de géopolitique.

On voit bien que l'Union européenne ne peut pas se désintéresser totalement du fait qu'elle a à ses portes des pays qui sont d'énormes importateurs de blé, de céréales et dans lesquels, si le blé et les céréales venaient à manquer, il y aurait de terribles émeutes de la faim avec toutes les conséquences que cela pourrait avoir sur les gouvernements locaux.

Si l'Union européenne était gérée d'une manière plus efficace qu'elle ne l'est sur le plan financier par exemple, où on est toujours à la course derrière ce qu'il faut faire, mais pour les céréales c'est toujours pareil, on a tout intérêt à se préoccuper de ce qui se passe du côté des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée avec lesquels on a des relations très anciennes.

Ils sont proches géographiquement, certains sont même très proches culturellement. Donc, il y a là une donnée géopolitique majeure à mes yeux.

Je vous remercie pour votre très aimable attention.

(Applaudissements.)

Jean-Marc PROVIDENCE. - Merci d'avoir respecté parfaitement les horaires.

On va passer le même contrat de temps à Hervé Guyomard.

Hervé GUYOMARD. - Bonsoir et merci beaucoup.

Je suis chercheur à l'INRA et directeur scientifique en charge du secteur agricole. C'est un petit ou un vaste sujet comme vous voulez.

Comme mon nom l'indique, je suis breton, nul n'est parfait ! Cela veut dire l'homme qui tient les rênes du cheval. C'est soit palefrenier, soit chevalier, c'est comme tu veux !

Je faisais le lien entre l'exposé précédent et la Bretagne pour introduire et faire le lien après.

J'ai fait une hypothèse par rapport à ce que Bertrand et Jacques pouvaient présenter.

Je vais volontairement présenter les choses sous forme de 5 propositions ou 5 enjeux, peut-être un peu provocateurs volontairement.

Juste avant, je voulais dire quelque chose pour faire le lien sur les productions animales.

C'est ce qui a été dit tout à l'heure qui était très bien par rapport aux céréales, par rapport aux biocarburants et par rapport à une remise en cause qui peut aussi exister sur les productions animales au même titre de leur moindre capacité à transformer le soleil en calories.

Je ne donnerai pas beaucoup de chiffres, mais je vais donner ceux-là.

Au niveau de la planète, on produit aujourd'hui 4 600 kilocalories par jour et par habitant, ce qui est deux fois ce dont on a besoin à peu près et encore, 2 300 je suis large.

Sur ces 4 600 comme cela a été dit, on en perd 800 qui sont des pertes post récolte. Ces pertes post récolte ont lieu surtout dans les pays en développement et en particulier dans les pays les plus pauvres de la planète.

Quand on dit, à juste titre, qu'il faut augmenter les rendements, il ne faut pas oublier que, dans un certain nombre de pays, ce n'est pas si difficile que cela d'augmenter les rendements, en tout cas, d'un point de vue technique. Il faut apporter de l'eau, de l'engrais, des produits de traitement, du stockage et du transport. Donc le nerf de la guerre, c'est bien l'argent et investissement pour le faire et même j'aurai tendance à dire qu'il n'y a pas tellement besoin de recherche.

Je ne le dirai pas devant ma responsable, mais il n'y a pas vraiment besoin. L'eau, c'est un autre problème.

On est parti à 4 600, on est à 3 800. 1 500 vont aux animaux et les animaux en rendent 500. Donc, vous en « perdez » 1000 sous forme de lait, d'oeufs, de viande, etc.

Il y a une grande question au niveau du monde que sont ces 1 000.

Il y a une tendance consistant à dire : faites moins d'animaux et comme cela vous aurez moins besoin de donner des céréales aux animaux ou des oléoprotéagineux et, de ce fait, vous allez gagner à nouveau pour nourrir la population.

N'oublions pas quand même tous les services que rendent les animaux, en particulier dans les territoires ruraux des pays en développement.

Premièrement, c'est une source de richesse pour les ménages et en particulier pour les agriculteurs, c'est la première source de richesse, et surtout c'est ce qui leur permet d'aller de l'année n à l'année n+1.

Deuxièmement, c'est la source d'engrais qui leur permet d'apporter de la fertilisation d'un point A à un point B.

Troisièmement, et peut-être de la façon la plus importante, c'est la seule manière de mettre en valeur certaines terres qui ne pourront pas donner des céréales.

N'oublions pas cela, même si cela ne veut pas dire que certains excès de consommation de productions animales ne doivent pas être gommés.

3 800 moins 1 500 plus 500, cela doit m'amener à 2 800. On en perd à nouveau 800.

C'est essentiellement dans les pays développés. Ce sont toutes les pertes que vous avez à la transformation agroalimentaire, très peu en fait parce qu'ils sont très efficaces, beaucoup plus à la distribution et encore plus à la consommation, soit la consommation à la maison, soit en foyer pour des règles sanitaires, etc.

Retenez que les Anglais puisque l'étude vient de chez eux, ne consomment que 3 yaourts sur 4 yaourts achetés. Nous devons être à peu près au même niveau.

Quand on dit qu'il faudra augmenter la production agricole, c'est vrai, cela se fera sur des terres qui sont rares, donc par une augmentation des rendements dans les pays développés et c'est là que je vais arriver aux territoires ruraux, en essayant de maintenir au moins les mêmes rendements en protégeant l'environnement, mais c'est aussi en fait en réduisant les pertes que vous avez dans les pays en développement et c'est un levier très important, en ayant des changements de comportement de consommation alimentaire.

Je ne dis pas de réduire les consommations de viande, de produits sucrés, de bonbons, tout ce que vous voulez, mais simplement en réduisant les pertes et les gaspillages que nous avons par nos modes de consommation.

Le second point par rapport aux ruraux et par rapport à l'exposé mondial, la présentation très claire sur le rôle des céréales, etc., différencie l'Europe du reste du monde, c'est que dans le reste du monde, le nombre d'agriculteurs n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui.

C'est quelque chose que l'on a tendance à oublier. Il augmente tous les jours alors qu'en Europe, essentiellement c'est l'Union européenne à 27 aujourd'hui, mais encore plus chez nous pour les anciens états-membres, le nombre d'agriculteurs diminue.

Nous sommes donc dans une situation qui n'est pas tout à fait la même quand on parle de nouvelles ruralités, nouvelles agricultures, c'est-à-dire que l'on vit dans un monde, nous, dans lequel le nombre d'agriculteurs diminue et ce n'est pas que de la faute de la PAC, il y a différentes choses.

Quand on parle de nouveaux territoires ruraux, il faut intégrer cela.

Sur les enjeux des territoires ruraux, les cinq enjeux que Bertrand et Jacques pourront reprendre s'ils le souhaitent, le premier, c'est de partir d'un fait que l'on oublie souvent : dans la majorité des pays européens, en tout cas ceux de l'Europe de l'Ouest, les flux migratoires ont changé, c'est-à-dire que les zones périurbaines et les zones rurales ont tendance à se peupler, donc il y a des gens qui quittent la ville pour aller dans les zones périurbaines et les zones rurales.

Après, quand je faisais cours sur ce sujet, je disais que la première chose qui caractérisait les territoires ruraux était leur diversité. Il y a d'énormes différences, mais il n'empêche que, au niveau global c'est vrai et c'est essentiellement le résultat de deux flux qui s'opposent, l'un l'emportant sur l'autre.

Il y a toujours les jeunes qui partent pour aller vers la ville d'abord pour leurs études, mais ensuite pour trouver un travail, mais par contre vous avez des flux dans l'autre sens qui compensent les premiers flux depuis quelques années.

Vous avez des flux de personnes à la retraite, qui partent, et en général ce sont des

personnes plus aisées que la moyenne et plus récemment, vous avez des flux de couples qui ont des enfants, qui quittent la ville essentiellement parce que le coût du foncier au sens large, se loger, est devenu trop élevé.

De ce fait, ils vont à la campagne ou en territoire périurbain, après ce n'est pas si simple et ils demandent, c'est pour moi le premier enjeu, à avoir accès aux mêmes infrastructures, aux mêmes services publics et aux mêmes services privés que ceux qui habitent en ville. Ce sont les hôpitaux, La Poste, etc. mais c'est aussi Internet, les cinémas, etc.

Donc, le premier enjeu qui n'est du coup pas du tout un enjeu agricole, c'est de fournir aux populations rurales, les mêmes garanties d'accès aux mêmes services et aux mêmes infrastructures.

Deuxième caractéristique, donc deuxième enjeux : depuis 10 ans, ces flux font que vous avez toujours la caractéristique qui reste, c'est-à-dire que le revenu moyen en territoire rural reste de façon générale plus faible que le revenu en ville, avec en contrepartie, des coûts de vie qui sont aussi plus faibles, mis à part évidemment le transport.

Il faut tenir compte du rapport entre votre revenu et donc le coût que vous avez pour vivre, mais même en en tenant compte, le revenu reste plus faible.

Donc d'un point de vue public, il y a légitimité à faire quelque chose pour corriger cet écart.

Dans cette caractéristique-là, ce qui se passe depuis disons une dizaine ou une quinzaine d'années en France et dans beaucoup d'autres pays de l'Europe de l'Ouest, c'est que vous avez tendance, comme dans le reste de la société, à ce que les écarts grandissent dans les zones rurales.

Vous avez des gens pauvres, voire très pauvres et des gens plus aisés. Donc vous avez un deuxième enjeu dans les territoires ruraux, qui est un enjeu de cohésion spatiale en termes de niveau de vie.

Juste le petit point en passant par rapport à cela.

Cet enjeu-là existe aussi dans les villes et même il est sans doute bien plus fort dans les métropoles qu'il ne l'est en territoires ruraux, mais il n'empêche que cette question a tendance à croître avec des difficultés après entre des populations plus aisées qui demandent certains services et qui n'acceptent pas du coup certaines nuisances et d'autres catégories qui, de par leurs fonctions, entraînent un certain nombre de nuisances.

La troisième caractéristique est bien connue et ramène à l'agriculture : c'est dans les territoires ruraux que sont les ressources naturelles.

L'agriculture et la forêt sont évidemment ce qui occupe le sol. Les territoires ruraux au niveau européen représentent exactement 83 % d'après les statistiques de 2010 de l'ensemble des territoires européen et l'agriculture occupe, c'est plus faible dans certains pays, 60 à 70 % des territoires.

Donc, quand vous parlez d'accès aux services, premier enjeu de cohésion sociale ou spatiale dans les territoires ruraux, il faut évidemment tenir compte du fait que l'espace

est premièrement occupé par l'agriculture.

Donc le troisième enjeu, c'est bien la gestion des liens entre agriculture et environnement. Là, il ne faut pas se le cacher, en dépit des efforts faits par les agriculteurs, par d'autres acteurs du milieu rural, en dépit des mouvements politiques, des évolutions, il y a encore un effort à faire de telle façon que vous améliorez les relations entre agriculture et environnement, ceci d'autant plus, comme j'ai dit au début, les flux font que de nouvelles catégories socioprofessionnelles arrivent dans les territoires ruraux et ont une demande croissante en faveur d'un environnement plus respectueux, etc.

Quatrième caractéristique qui fait que c'est difficile : les modes de valorisation économique que vous avez dans les territoires ruraux font que, en fait, vous gardez très peu de la valeur ajoutée.

C'est vrai pour l'agriculture, c'est vrai pour les industries en zone rurale de façon générale, mais c'est vrai aussi pour beaucoup des activités tertiaires et, en gros, si je dis les choses simplement, il y a une activité de production primaire, secondaire ou tertiaire, mais après la valeur ajoutée part ailleurs, elle s'en va.

C'est facilité jusqu'à présent par un coût du transport qui n'est pas très élevé, par des transports virtuels, etc.

Un enjeu central des territoires ruraux est de trouver un moyen de capter une plus forte part de la valeur ajoutée.

Si vous regardez les statistiques, les industries résistent mieux en milieu rural qu'en ville.

Et pourtant, la part de richesse du secteur secondaire créée en milieu rural pour atteindre ce qu'il représente est beaucoup plus faible, ce qui veut dire que ce sont plutôt des industries de première transformation alors que pour avoir de la valeur ajoutée, il faut aller un peu plus loin.

Cela rejoint l'enjeu de savoir comment on va arriver demain à relier mieux agriculture, protection de l'environnement et création de richesse sachant que, comme les zones rurales ont une base de ressources naturelles, il faut arriver à créer cette richesse, cette valeur ajoutée, en s'appuyant sur les ressources naturelles.

Cinquième enjeu: c'est le millefeuille, il y a des niveaux de décision partout, partout, partout.

Pour ce qui est de l'agriculture que je connais un peu mieux, évidemment il y a même l'OMC, il y a le niveau international, le niveau européen, le niveau national, le niveau régional, l'inter commune, la commune, etc.

Tout cela, c'est quand même très inefficace, selon moi. Donc, là, il y a quelque chose à faire de telle façon que vous ayez une plus grande cohérence entre les différents échelons.

L'enjeu est d'arriver à avoir cette cohérence tout en ayant la subsidiarité.

Cela doit se faire au niveau local, mais il faut avoir la cohérence au niveau global. Et pour ce qui est des territoires ruraux, cela rejoint un enjeu 3 par rapport à

l'environnement où, je ne vais pas dire surtout moi, le breton que je suis... c'est-à-dire que les pollutions ne sont pas un problème, mes parents habitent Perros-Guirec, juste à côté des algues vertes, donc voilà, mais l'enjeu n° 1, il est par rapport au changement climatique et j'aurais tendance à dire que le n°2 est par rapport à la biodiversité.

Donc, ce que vous faites au niveau local en matière de développement environnemental, de développement agricole, etc., rural de façon générale, il faut assurer cette cohérence avec les échelons et les ambitions et les défis qui sont globaux.

L'empilement dans le gâteau, le gâteau peut être bon, ne facilite pas la résolution des conflits potentiels.

Ce qui est vrai chez nous l'est dans les autres états-membres.

On a tendance à dire que chez nous, c'est beaucoup plus compliqué.

Quand vous regardez, ce n'est pas tout à fait vrai. Il y a des pays qui s'en sortent un peu mieux, mais globalement il y a cet empilement, empilement qui est compliqué, je vais terminer par la, par la question du cofinancement des choses.

C'est plus vrai chez nous, en France, que dans d'autres états-membres.

Vous n'avez pas une manifestation, vous n'avez pas une infrastructure, etc., vous voyez un énorme panneau : financé à 10 % par machin 10 % par Toto, 10 % par Titi.

Bon. À la limite, on s'en fiche, il faut que ce soit financé si c'est une infrastructure dont on a besoin.

Je ne suis pas sûr que les coûts de transaction, comme dirait un économiste, qui ont été nécessaires pour mettre au point les pourcentages entre les différents échelons concourent à l'efficacité de la dépense publique par rapport à cette infrastructure évidemment utile à mettre en œuvre.

Donc, l'enjeu qu'il faut résoudre par rapport au développement des territoires ruraux, c'est aussi éviter un tel empilement, enlever les échelons qui ne sont sans doute pas les plus nécessaires de telle façon que vous ayez la cohérence globale, mais aussi l'autonomie par rapport aux décisions.

Dernier point, le problème est que par rapport aux politiques publiques telles qu'elles sont appliquées, il y a encore beaucoup d'efforts à faire pour essayer de satisfaire ces cinq objectifs de la manière la plus efficace possible.

(Applaudissements.)

Jean-Marc PROVIDENCE. - Merci, Monsieur Guyomard, de nous avoir surpris en posant ces enjeux de façon aussi nette et aussi forte.

Je pense que cela ne va pas manquer de faire réagir les sociologues qui vont sans doute revenir sur l'analyse de quelques-unes des mutations qui sont à l'œuvre derrière et à côté des enjeux que vous avez posés.

Bertrand HERVIEU. - Je suis de formation universitaire, sociologue et politologue. J'ai fait une partie de ma carrière comme chercheur et une autre partie comme gestionnaire de la recherche, notamment à l'INRA et dans un centre international qui s'appelle le Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, qui

rassemble 13 pays du bassin de la Méditerranée sur ces questions agricoles, alimentaires et d'environnement.

Je vais à la fois enchaîner sur l'exposé d'Hervé Guyomard et rebondir sur celui de Jean-Paul Charvet, tout cela sera mis au point par Jacques Rémy après !

Je vais dire trois choses.

La première, c'est revenir sur cette question d'exode et de démographie que Hervé Guyomard a soulignée à l'échelle de l'Europe, qui est complètement vérifiée à l'échelle de la France, pour la préciser un peu puisqu'il s'est positionné plus à l'échelle européenne, pour souligner une situation un peu paradoxale.

Il faut comprendre que l'exode est un phénomène qui a été relativement court dans notre histoire et dans notre histoire longue.

Pendant environ six à sept siècles, la population des communes rurales n'a cessé de progresser, mis à part des situations liées notamment à la grande peste, à la fin de la guerre de 100 ans, évidemment aux grandes guerres, mais d'une façon à peu près continue, et jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la population rurale n'a cessé d'augmenter, notamment en France qui est particulièrement exemplaire en la matière.

En 1860, ce qui n'est pas très vieux, nous avons enregistré dans notre pays les maxima de populations rurales et à cette époque, 80 % de la population française vivait, travaillait et produisait la richesse nationale dans des communes que rétrospectivement, on a fixé à 2 000 habitants agglomérés non rattachés à des agglomérations multi communales pour définir ce seuil de ruralité et d'urbanité.

À partir de ces maxima, pendant 130 ans, la population rurale n'a cessé de diminuer et, à la fin du XX^e siècle, retournement du phénomène non seulement en Europe, mais en France de façon extrêmement nette.

Ce retournement de l'exode est un phénomène intéressant sur le plan idéologique et des représentations car, d'une certaine façon, pendant les 130 ans d'exode, on n'a cessé de se lamenter et de dire : les campagnes se vident, c'est terrible, la France perd de son âme, que va-t-il se passer ?

Le jour où l'exode se retourne, c'est une autre inquiétude qui surgit : nos campagnes changent, elles ne sont plus ce qu'elles étaient ...

Il est assez intéressant de montrer que le jour où finalement une sorte de désastre cesse de se produire et qu'il advient autre chose, on est pris d'une certaine peur parce que évidemment cette autre chose n'est pas la restauration du passé, c'est autre chose qui advient, ce sont d'autres sociétés rurales qui émergent à ce moment-là.

Pour ce qui est de la France, on est revenu en 2010-2011, en gros, à l'étiage qu'avait l'espace rural dans son ensemble au début des années 1960, c'est-à-dire que environ 12 millions de la population à la différence près que, en 1960, ces 12 millions se rapportaient à moins de 50 millions et qu'aujourd'hui il y a plus de 62 millions ; les proportions ne sont pas tout à fait les mêmes, ce qui veut dire que l'urbanisation a elle-même continué de croître.

Le résultat est que, dans la dernière période inter censitaire, c'est dans les communes

rurales que l'on a enregistré les plus forts taux de croissance démographique et, en gros, le solde naturel de la croissance démographique est enregistré dans les communes rurales. C'est ce qui démontre une vitalité démographique extrêmement forte et qui nous donne un paysage sur ces 12 millions de ruraux répartis à peu près en quatre quarts.

Un premier quart qui est une ruralité très périurbaine qui a connu les plus forts taux de croissance, un deuxième quart d'un rural péri urbain plus diffus, plus lointain, que vous connaissez bien, c'est cette poussée pavillonnaire des villages et encore plus des chefs-lieux de cantons à 20, 30, 40 kilomètres des plus grandes agglomérations.

Ces deux phénomènes du péri urbain et du péri urbain lointain pavillonnaire sont particulièrement fortement marqués dans le grand bassin parisien. Chartres est un très bon exemple de toute cette couronne des 100 à 200 kilomètres autour de Paris.

Puis vous avez un troisième quart qui est la croissance des gros bourgs ruraux isolés puisque dans des espaces ruraux plus éloignés des grands axes de communication et des très grandes métropoles régionales, vous avez une croissance démographique qui s'enregistre plutôt autour des gros bourgs des villes moyennes.

Puis vous avez un quatrième quart, qui est ce que l'on appelle la « diagonale aride », cette diagonale qui part des plaines de la Meuse jusqu'aux Pyrénées centrales, qui est touchée soit par la poursuite d'un effondrement démographique, soit plutôt par une stagnation démographique liée tout simplement à l'allongement de l'âge de la vie car, en réalité, ces espaces sont touchés par un vieillissement, mais ce vieillissement est intéressant à regarder car il n'est pas du tout une image du XIX^e siècle, il est véritablement une image du XXI^e siècle et du vieillissement de nos sociétés et de l'allongement de l'âge de la vie. C'est plutôt un phénomène d'avenir, qu'on le regrette ou que l'on s'en réjouisse, mais c'est une donnée.

Donc, ces quatre quarts sont, chacun à leur manière, des images et des réalités de dynamique démographique et de dynamique sociale qui sont des images de modernité et de changements très radicaux dans l'espace rural dans son ensemble.

Comment pourrait-on nommer ce changement ? Je rebondis sur ce que vient de dire Hervé Guyomard.

Ce qui est très intéressant et un peu stupéfiant dans ce retournement très fort de l'exode rural, c'est que ces espaces ruraux qui étaient pas exclusivement des espaces ruraux à prédominance agricole, sont regardés, sont prisés, sont désirés pour la fonction résidentielle avant de l'être pour la fonction de production.

C'est cela le retournement culturel qu'il faut enregistrer en profondeur et qui s'est finalement passé de façon assez brutale.

Il faut prendre acte que, en l'espace d'un siècle, ce qui n'est pas beaucoup dans l'histoire, pendant ce siècle de l'exode et du retournement de l'exode, la société française dans son ensemble a changé trois fois de regard sur l'espace rural.

Au début de la Troisième République et, en gros, jusqu'à la seconde guerre mondiale, elle a regardé ces espaces comme des espaces patrimoniaux. La terre était le lieu par excellence de la concrétisation de la construction d'un patrimoine familial et ses sociétés

rurales étaient patrimoniales, patriarcales, patriotiques au passage, d'un patriotisme de village comme d'un patriotisme national.

C'est autour de cette vision patrimoniale bien plus qu'autour de la fonction de production que se sont construites, consolidées et solidifiées ces sociétés rurales locales de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle.

La seconde moitié du XX^e siècle a clairement porté sur les campagnes une vision de production. Pour rebondir sur ce que disait Jean-Paul Charvet sur ce grenier à blé, les campagnes ont été essentiellement vues comme le lieu du développement de la production avec ce miracle étonnant de l'augmentation annuelle d'un quintal à l'hectare de rendement en moyenne, fait absolument inouï dans l'histoire de l'humanité dans son ensemble sur une période aussi courte.

Ce début du XXI^e siècle est marqué par un troisième regard qui ne supprime pas les deux précédents, bien entendu, tout cela se tuile, se complexifie et s'enrichit, un regard plus résidentiel que de production, cela a été dit, qui transforme profondément l'attente en matière de gestion, en matière de développement, en matière de cadre de vie et de regard porté sur ces espaces.

Non seulement la fonction quasi première, en tout cas prédominante, qui traverse ces espaces s'est complètement renversée, mais au moment où ceci se renverse, le monde agricole en raison des formidables succès du développement de la productivité du travail en agriculture, devient minoritaire pas seulement dans la société française, mais en ses champs eux-mêmes, c'est-à-dire dans les villages mêmes où cette population active agricole, certes elle occupe l'espace, mais du point de vue démographique, du point de vue politique, est minoritaire dans l'espace rural, ce qui est, là aussi, absolument inattendu.

Ce n'était pas du tout prévu. Quand on reprend les prospectives d'il y a 40 ou 50 ans, ce n'était pas du tout les scénarii imaginés comme avenir de ces espaces.

Ceci crée évidemment des difficultés parce que, être minoritaires dans une société modernes, ce n'est pas une exception, il n'y a que des minorités, mais être minoritaires quand vous avez été majoritaires, ce n'est pas du tout la même chose.

Donc, c'est une sorte de chassé-croisé, comme celui de l'amère victoire de l'exode qui se retourne en fonction résidentielle et de là, du succès d'un développement agricole, qui aboutit à faire de ceux qui l'ont porté les minoritaires en leurs murs. Ce n'est pas si facile que cela à digérer, à positiver et à transformer.

Donc, il faut faire coexister dans ces espaces un espace de résidence, un espace de production et un espace de nature puisque nous ne sommes pas seulement confrontés à une préservation, mais à une nécessité de production de nature.

Premier point, c'était ce retournement et ces différents espaces.

Deuxième point, ces retournements de regard en l'espace d'un siècle sur un même espace.

Troisième point que je voudrais dire : non seulement le monde agricole est devenu minoritaire dans nos sociétés, mais au moment où il le devient, il devient de plus en plus éclaté et atomisé dans ses identités.

La surprise pour le sociologue, c'est que l'on aurait pu penser, compte tenu des mécanismes politiques autour de la construction d'exploitation agricole à caractère familial et des mécanismes politiques de gestion de l'ensemble de ces dispositifs que, certes, on allait voir une concentration de la production des exploitations, mais que cette concentration allait produire un processus d'homogénéisation des exploitations agricoles. Alors que c'est exactement l'inverse qui se produit, c'est-à-dire que plus le monde agricole se contracte, plus il est éclaté dans ses formes.

Pour m'expliquer, je voudrais dire qu'au lieu d'avoir une concentration, une homogénéisation autour d'un modèle d'exploitation familiale, pour ce qui est de la Beauce qui irait de 100 à 300 hectares avec un salarié voire deux, ce n'est pas tellement cela qui se produit.

Cela se produit, bien sûr cela existe, mais en réalité, quand on combine les processus d'entrée dans la globalisation de l'agriculture, le processus de poursuite et de perfectionnement de l'exploitation familiale et d'explosion de ses fonctions résidentielles, je considère, c'est là-dessus que je travaille et que j'essaie de clarifier les choses, qu'en réalité les formes d'organisation du travail en agriculture sont en train de se recomposer autour de trois pôles que j'appellerai pour le premier pôle, la résidence ou la survie, le deuxième pôle, la famille et la production, et le troisième pôle la firme et la finance.

On voit apparaître en ce début du XXI^e siècle des formes d'exploitation et d'organisation du travail en agriculture dont on peut dire qu'elles ne sont absolument pas familiales.

Cette poussée qui n'est pas encore très visible en France, je l'admets tout à fait, est très visible en Europe, dans les pays de l'Europe centrale et orientale, elle est encore bien plus visible en Ukraine et en Russie, elle se déploie dans la Corne de l'Afrique, l'Ethiopie, l'Ouganda, le Mozambique, elle était déjà présente assez largement au Brésil et en Argentine.

La crise de 2008, la crise des émeutes de la faim d'un côté comme la crise financière de l'autre, ont produit un appel d'air assez inattendu, il faut bien le reconnaître, honnêtement je ne l'avais pas beaucoup vu venir, de très très forts mouvements de capitaux en direction de l'agriculture, de l'investissement foncier, de la spéculation sur les matières premières agricoles, on l'a bien vu évidemment, qui donnent naissance au déploiement parce que ce n'est pas complètement neuf, cela ne commence évidemment pas en 2008, mais cela s'est énormément développé entre 2008 et 2011, à des formes d'exploitation très grandes et les Français se sont investis là-dedans, les coopératives françaises sont extraordinairement investies au Brésil, au Mozambique, en Ukraine, en Roumanie, en Hongrie. On a des formes d'investissement.

Pour le moment, cela ne se produit pas tellement sur le territoire français, mais les Français ont plutôt, par rapport à ces modes d'intervention, une attitude qui rejoint celle des grands financiers. Il y a un groupe emblématique en France qui est le groupe AgroGénération Beigbender qui a déjà investi 40 000 à 50 000 hectares en Ukraine et qui vise un horizon de 300 000 hectares avec remise en état du port d'Odessa pour assurer le commerce des céréales et reprendre le commerce des céréales sur la Mer Noire et sur la Méditerranée structurellement déficitaire pour prendre un exemple. On pourra y revenir dans le débat.

Je veux seulement dire que l'on voit se renforcer, se composer, soit sur les ruines des

kolkhoz, de l'agriculture collectiviste de l'au-delà du rideau de fer, mais cela peut être aussi sur des fronts de colonisation, c'est le cas de l'Amérique Latine ou de l'Afrique, ce qui est en train de se produire.

Bref, il se passe une recombinaison extrêmement forte, très rapide, très brutale et il est intéressant de dire que, dans une période de grande crise financière où des capitaux immenses ne savent pas où aller, c'est sur la terre qu'ils vont s'investir.

Le deuxième pôle qui est extrêmement varié et complexe est le pôle des agricultures familiales qui se recompose très fortement. Vous voyez bien en Beauce comment on n'est plus sur des exploitations familiales complètement concentrées et fermées, où se passent des accords entre plusieurs exploitations pour des raisons d'assolement, pour des raisons de bourses de matériels, de groupements d'employeurs, etc.

On voit apparaître des phénomènes extrêmement intéressants, fluides, qui rendent très poreuses les frontières de l'exploitation familiale.

Et, troisièmement, les agricultures que j'ai dites de survie ou de résidence. S'agissant de la France, c'est plutôt des agricultures de résidence, des agricultures pluri actives, c'est-à-dire où l'on voit des familles, des réseaux familiaux qui construisent du revenu avec du salariat, de la prestation, de la transformation et un peu d'agriculture dont la résidence en milieu rural rejoint les problèmes qu'évoquait Hervé Guyomard sur le moindre coût du logement.

Bref, on se construit à plusieurs un revenu dans lequel l'agriculture entre en jeu en étant une activité parmi d'autres, une façon de construire et, dans des périodes de crise comme celle que nous connaissons où l'emploi est rare, où il n'est pas offert, où il faut de plus en plus se le construire, ces modes de construction pluri active et pluri personnelle d'un revenu sont des processus pas seulement ruraux, mais aussi urbains qui se développent de plus en plus et qui ne sont pas du tout archaïques. C'est cela qu'il faut comprendre. Ce n'est pas du tout de l'archaïsme, c'est quelque chose de nouveau.

À l'échelle mondiale, c'est évidemment ce que Jean-Paul évoquait sur ce paradoxe de milliards d'êtres humains qui sont les personnes les plus fragiles et les plus affectées par les crises de malnutrition, voire de faim, dont on dit, à mon avis, un peu vite que ce sont des paysans et donc on s'étonne que ce soient des paysans qui soient en difficulté.

En réalité, ce sont d'abord des pauvres qui sont ruraux et comme on ne sait pas très bien les nommer, on dit que ce sont des paysans, ce sont des pauvres ruraux souvent déracinés des cultures paysannes depuis un, deux, trois générations qui n'ont pas d'accès à la terre, pas de moyens techniques et souvent peu ou pas de savoir-faire en la matière.

Ce sont donc des populations extraordinairement vulnérables quand en plus elles se trouvent dans des situations de guerre, de grandes migrations, comme on le voit sur la carte africaine notamment. Ces populations sont évidemment les plus vulnérables.

Donc et je conclus là-dessus, ces grands mouvements de population et de recombinaison de la place de l'agriculture dans nos sociétés s'accompagnent en même temps d'une très forte recombinaison au sein même du monde agricole qui, devenu minoritaire, c'est le dernier des paradoxes, dans nos sociétés qui sont très urbaines reste quand même à l'échelle du monde, Hervé l'a rappelé, la moitié de l'humanité.

Merci.

(Applaudissements.)

Jean-Marc PROVIDENCE. - Jacques Rémy avait prévu de nous parler de nouvelle chance ou de vieille lune.

On a attendu que le soir soit tombé, on va pouvoir voir la vieille lune, peut-être.

Jacques REMY. - Oui j'avais dit cela ? !

La pente va être dure à remonter, c'est impossible après le professeur Charvet, après mon directeur scientifique et après mon ancien Président au sein de l'INRA, c'est un petit sociologue de base qui s'exprime.

Tenez un exemple, mes liens avec Chartres ... vous voulez savoir ? Je me suis fait vider du lycée Montesquieu au Mans, donc j'ai passé mon bac philo à Marceau à Chartres que j'ai révisé à la piscine toute nouvelle à l'époque.

Vous voyez, le niveau baisse !

Je vais faire mien l'adage, vous savez ces vieux romans policiers des années 20 30, où l'on disait : chercher la femme.

Ce sera le sens dans lequel je vais situer mon exposé, mais tout d'abord pour revenir tout près, je prends un ou deux chiffres non pas mondiaux, mais départementaux.

Vous savez que le recensement de l'agriculture vient de sortir ses premiers résultats et vous avez, dans l'Eure-et-Loir, 4 318 exploitations et 5 128 chefs d'exploitation éco exploitants, ce qui ne veut pas dire que vous avez autant d'agriculteurs parce que si tous les agriculteurs sont à la tête d'exploitation, toutes les exploitations ne sont pas tenues par des agriculteurs.

Simplement, un chiffre déjà

Réjouissez-vous, les agriculteurs, Monsieur le Président, parce qu'au sein de la Région Centre, j'ai une jolie carte du ministère de l'Agriculture qui dit que les seuls à avoir gagné plus d'argent - évolution de la production brute standard qui sert dans les statistiques agricoles, en tous les cas, à différencier les exploitations - il n'y a que la Beauce qui est en vert, les autres stagnent ou sont en baisse.

C'est donc une nouvelle réjouissante.

Je dois à la vérité de dire qu'il y a aussi le Val-de-Loire.

Vous êtes aussi le premier département céréalier français.

Il n'y a que la Beauce, mais vous n'êtes pas le premier département français, je crois que vous êtes le cinquième sur le plan agricole, on ne va pas se fâcher là-dessus !

Où je commence à trouver que cela va moins bien, c'est que, alors que dans le recensement agricole pour la France entière, on célèbre le fait que 27 % des chefs d'exploitation et co exploitants sont des femmes, je suis mon idée ! Chez vous, il n'y en a que 19 %.

Il faut dire que vous menez des exploitations avec peu de personnel, un engagement personnel du chef d'exploitation très important, avec éventuellement un salarié,

éventuellement un successeur, mais ce sont des exploitations, je dirai, très uni personnelles.

Ce qui m'amène à m'interroger sur : peut-on parler d'exploitation familiale dans ce cas ? Je rebondis un peu sur les propos de Bertrand dont j'admire les trois pôles, ton tripode, c'est vraiment très intéressant et très éclairant.

Ce qu'a dit Hervé Guyomard aussi bien sur les cinq pôles et le Professeur Charvet ... je ne veux pas m'attirer d'ennuis avec mes supérieurs présents, passés ou futurs !

Très sérieusement, peut-on encore parler d'exploitation familiale lorsqu'on a des exploitations où la femme n'exerce plus aucune activité sur l'exploitation ?

Je pense que c'est un problème, je vais y revenir tout à l'heure autour de la question de la ruralité.

Qu'observe-t-on à propos de ces exploitations agricoles en France, de ce point de vue ?

Je me place pour l'instant du point de vue de la place des femmes dans les exploitations agricoles.

On voit une polarisation aussi, mais je n'utiliserai pas ce terme puisque cela a déjà été dit, on va dire des contrastes entre différentes formes de produits d'agriculture et différents systèmes de production.

Dans certains d'entre eux, les femmes sont totalement absentes ou quasi totalement absentes et, dans d'autres, les femmes sont présentes et sont même plutôt plus présentes.

Cette augmentation est de 27 % actuellement, mais c'était 24 % au dernier recensement, 25 % dans une excellente enquête de la Mutualité Sociale Agricole de 2009. On a donc une augmentation du nombre de femmes chefs d'exploitation.

On voit, là, un double mouvement : un mouvement de sortie des femmes des exploitations, pas des familles agricoles, elles ne se sauvent pas, mais quand les filles ... ce qui pose des problèmes aux agriculteurs à certains moments de leur existence, je vais y venir.

On a ce double mouvement de femmes qui sortent de l'exploitation pour exercer une autre profession et de femmes qui demeurent sur l'exploitation, mais c'est un double mouvement de professionnalisation, c'est-à-dire que, dans les deux cas, ce sont des femmes qui exercent un métier, les femmes qui sortent des exploitations ont souvent des diplômes à faire valoir et c'est une des raisons de leur travail extérieur, outre que le Crédit Agricole ne déteste pas que les femmes travaillent à l'extérieur, cela peut servir de sécurité. Il y a ce mouvement de professionnalisation soit vers l'extérieur, soit vers d'autres métiers, soit à l'intérieur de l'exploitation, des femmes qui ont acquis des compétences plus grandes et qui d'ailleurs en attendent une reconnaissance plus grande qu'elles n'ont peut-être pas toujours, mais on en dira peut-être un mot tout à l'heure.

Ces contrastes sont visibles au sein des systèmes de production.

Je ne vous ferai pas faire une grande découverte en vous disant que les céréaliers ont plutôt des femmes volages qui vont travailler à l'extérieur, tandis que les éleveurs laitiers

ont plutôt des femmes attachées à la maison, mais c'est effectivement autour de ces différents systèmes de production que l'on voit des comportements différents des épouses.

Là, je m'intéresse plus aux épouses qu'aux époux.

Ces conjointes parce que les statistiques sur lesquelles on travaille avec Christophe Girod, considèrent aussi les gens qui vivent dans le péché, c'est-à-dire qui ne sont pas mariés mais qui sont conjoints. Le bon terme, c'est conjoint.

Est-ce qu'il y a des caractéristiques différentes de ces conjointes selon les systèmes de production et selon qu'elles travaillent à l'extérieur ou non ?

Une première réponse : on pourrait dire que le travail à l'extérieur est le fait de conjointes d'origine non agricole. C'est vrai, mais c'est vrai aussi que les filles d'agriculteurs ont également de plus en plus tendance à travailler à l'extérieur.

Ce travail à l'extérieur représente aujourd'hui tout de même des proportions très importantes dans les jeunes générations et les statistiques du système statistiques qui a changé de nom récemment montrent que 75 % des jeunes femmes entre 25 et 35 ans, n'ont aucune activité sur l'exploitation.

Ce qui est impressionnant par rapport à ce que vous avez connu, à ce que nous avons connu dans des temps pas si anciens que cela et cela renvoie également aux évolutions que mes prédécesseurs ont fait valoir aussi.

Sur la caricature, on pourrait dire : voilà, c'était bien connu, c'est le céréalier qui épouse l'institutrice parce que, comme cela, ils peuvent prendre leurs vacances en même temps. C'est le classique 3 C.

J'ai déjà fait cette astuce que vous connaissez bien.

M. le PRESIDENT. - Céréales - Courchevel - Côte d'Azur.

Philippe LIROCHON. - Il y a les trois M : Maïs - Mer - Montagne.

Jacques REMY. - On est très proches. Il y a quand même quelque chose de vrai là-dedans, mais ce n'est bien sûr pas si simple.

Je n'ai pas tout à fait fini sur les femmes qui sont « recrutées » par les éleveurs laitiers et d'autres orientations technico économiques qui ont encore besoin de travail familial, ils vont « recruter » soit des filles d'agriculteurs qui connaissent le métier et qui sont prêtes à s'y impliquer, soit des filles d'ouvriers ruraux qui n'ont pas peur du travail physique, qui ont une tradition familiale de rapport au travail et à l'engagement physique qu'elles acceptent et qui voient aussi un moyen de promotion en épousant des agriculteurs.

Je note que beaucoup de jeunes filles employées et ouvrières épousent des agriculteurs. C'est un signe de ruralité qui fonctionne malgré tout, étant donné l'évolution démographique, les agriculteurs ont de moins en moins de partenaires possibles au sein de leurs propres groupes.

Autrefois, on se mariait beaucoup entre ... Bertrand, tu me disais que ta maman était originaire de la région Chartraine et que le mariage s'était même fait à Chartres. On se mariait entre familles agricoles plus ou moins lointaines.

Cette différence est sensible entre des systèmes de production qui tendent à se différencier.

Le système familial est de moins en moins vrai pour certains.

Bien sûr, la transmission, le patrimoine, cela reste familial.

Il faut bien s'entendre.

Quand je parle souvent d'exploitations ou d'agriculture post familiale, cela ne veut pas dire que je ne désigne pas les fermes qui existent aussi, mais je désigne des exploitations comme les vôtres où la femme ne travaille plus, ne fait plus partie du collectif de travail et donc, à mon sens, on peut difficilement les appeler familiales.

Je note d'ailleurs que le syndicalisme agricole, majoritaire en 2005 dans son Congrès du Mans, a renoncé à défendre comme modèle la forme de l'exploitation familiale et lui a fait succéder le modèle de l'entrepreneur agricole.

La loi d'orientation de janvier 2006, discutée en 2005 puisqu'elle a été promulguée en janvier 2006, fait la même chose.

Elle supprime pour la première fois depuis la loi d'orientation de 1960, la notion d'exploitation familiale ou d'exploitation à 2 UTH comme on disait à l'époque, pour mettre à la place une entreprise agricole.

Cela veut donc dire qu'il y a de part et d'autre une sensibilité.

Ce n'est pas la loi qui fait changer les exploitations familiales en exploitations moins familiales, mais elle prend acte.

Sur le plan social, on peut noter deux formes de relation à la terre, à l'exploitation. Je ne vais pas repartir sur la dimension variable des exploitations parce que j'adhère absolument à tout ce qui a été dit avant moi, mais il semble que l'on peut noter, à partir des travaux que l'on mène avec Christophe Giraud, une partie des agriculteurs représentés par les systèmes de production en particulier.

Je caricature, je prends céréaliers d'un côté et producteurs laitiers de l'autre sachant qu'il y a des tas de situations intermédiaires. Pour l'explication je préfère caricaturer en quelque sorte pour que l'on comprenne mieux.

C'est compliqué à dire, mais le groupe social des céréaliers a tendance à avoir des femmes qui sont extérieures au milieu d'origine ou qui, du moins, vont travailler à l'extérieur et qui donc ont un rapport très fort avec l'environnement non agricole et puis, plaisanterie mise à part, il y a aussi un rapport aux loisirs plus aisés par la profession elle-même.

Il n'y a plus de bêtes dans votre département, il y a très peu de bêtes sauf dans le Perche, cher à mon cœur.

L'ouverture vers l'extérieur est plus forte et la recherche de pratiques culturelles comme il avait été évoqué tout à l'heure plus voisine de celle des urbains est beaucoup plus marquée dans ces groupes où la femme travaille à l'extérieur, ce qui paraît tout à fait compréhensible car elle travaille à l'extérieur, mais elle a aussi des revendications qui sont plus proches de celles de ses compagnons et ses campagnes de travail du genre : c'est bien gentil tout cela, mais il faut maintenant partir en vacances ou quand allons-

nous aller au cinéma ?

On s'aperçoit, *a contrario*, que le groupe des producteurs laitiers qui a tout de même des opportunités de sorties avec les GAEC et les services de remplacement, est plus concentré sur l'avenir de l'exploitation qui est peut-être moins évident, la reproduction de l'exploitation est plus centrée sur le travail sur l'exploitation que sur l'ouverture vers l'extérieur vers les pratiques culturelles plus proches, etc.

Ce sont des choses que l'on peut noter.

En conclusion, en pré conclusion, je dirai que les exploitations familiales sont de moins en moins familiales sauf dans ces systèmes de production. On peut dire que le socle familial, au sens où je l'entends, je ne parle pas de la transmission ni du patrimoine, reste fort dans les exploitations d'élevage alors qu'il est beaucoup plus faible ailleurs.

Ce n'est pas non plus une découverte extraordinaire, mais cela entraîne sans doute aussi des conséquences fortes sur le rapport à l'extérieur et donc sur la ruralité.

Je reviens à cela.

Diversité des métiers, diversité des cultures, diversité des modes d'ouverture à l'extérieur et diversité des rapports avec l'extérieur.

Par rapport à la ruralité, sans vouloir critiquer les responsables professionnels agricoles, loin de moi cette idée, il me semble qu'ils ont, pendant un temps important, manqué quelques coches et pensé qu'ils donneraient l'impulsion sur le rural.

Aujourd'hui, il me semble que ce temps est peut-être en partie passé en dépit de l'importance toujours grande des agriculteurs, du vote agricole, etc. ce sont des choses dont on parle fréquemment. Je dirai que la ruralité est en train de revenir vers les exploitations, notamment à travers ces contacts des femmes qui, elles, sont extérieures aux exploitations.

C'est donc la ruralité et aussi le monde extérieur plus généralement et un certain nombre d'injonctions. Je n'ai pas eu le temps de parler de la question environnementale qui a été citée tout à l'heure, mais c'est vrai que l'on note, ici ou là, dans les enquêtes, que les femmes sont plus sensibles aux questions environnementales que les hommes et qu'au sein des familles agricoles, les femmes et les enfants constituent ... comment dirai je ... des aiguillons pour mettre la question en débat.

J'avais encore plein de choses à dire que je ne dirai pas, du moins pas tout de suite. Je voulais simplement montrer cette... On parle souvent du monde agricole. Avec Bertrand et quelques autres, nous avons sorti un livre qui s'appelle : « Les mondes agricoles en politique » parce que nous tenons beaucoup à l'idée, c'était sur la France essentiellement, que la diversité des mondes agricoles en France doit être prise en compte et considérée.

Quand vous êtes dans une réunion à l'APCA, vous ne pouvez que constater avec vos collègues que cette diversité s'exprime souvent fortement.

Je vous remercie.

(Applaudissements.)

Jean-Marc PROVIDENCE. - Maintenant la lune est arrivée, c'est sûr, donc l'exploitation

familiale : vieille lune, mais pas partout !

Avant d'aller grignoter un, nous allons écouter quelques témoignages puisque des collecteurs sont allés dans les campagnes pour écouter la parole venue des campagnes.

Philippe et Dominique ... au boulot

INTERVENTION DES COMEDIENS COLLECTEURS DE TEMOIGNAGES

Je m'appelle Thibaud G. J'ai 27 ans. Célibataire. Je vis chez mes parents. Nous sommes agriculteurs à Luplanté depuis plusieurs générations. Les G. à Luplanté, ça remonte au XIX^e siècle. Dans notre rue, les trois maisons collées les unes aux autres racontent notre vie depuis la première ferme jusqu'à la maison que mes parents ont fait construire à la fin du siècle dernier, le XX^e.

Je suis né à Chartres, j'ai toujours vécu à Luplanté. À cinq ans, j'ai conduit un tracteur pour la première fois. Mes classes élémentaires, je les ai faites à l'école communale du village, une classe unique qui a été fermée en 2000. 2000, c'est l'année que j'ai repris l'exploitation familiale suite au départ à la retraite de mon père.

Ma mère déjà travaillait en-dehors de la ferme. Son salaire constituait une importante source de revenus. C'est fini ce temps du couple travaillant ensemble à la ferme. Et puis, ce que dégage l'exploitation ne suffirait pas à nourrir toute une famille. J'avais 22 ans quand j'ai repris. C'est rare de démarrer si jeune comme chef d'exploitation. Fils unique, je n'ai jamais pensé que je pourrais faire autre chose qu'agriculteur. Collège à Illiers, après le BEPC, Lycée agricole de la Saussaye. J'ai passé un BTS à Châteauroux, option Céréales et nouvelles pratiques culturales. Aujourd'hui, j'exploite 115 hectares sur l'une des quatre exploitations qui existent encore à Luplanté.

J'aime mon métier, il me donne le privilège d'être mon propre chef. Je suis fier d'être agriculteur, je suis fier d'être beauceron, malgré la mauvaise image qui nous colle à la peau. On s'en rend compte avec la venue des nouveaux habitants, des expatriés de la région parisienne pour la plupart. Ils nous prennent pour des nouveaux riches quand ils nous voient passer sur nos tracteurs ultra modernes oubliant que le tracteur, c'est notre outil de travail.

Je ne me suis pas tourné vers de nouvelles productions. Je m'en tiens au blé, colza, orge, pois, bref un adepte du C.O.P. (céréales, oléagineux, protéagineux), mais je suis partisan d'une agriculture raisonnée. J'ai conscience de la nécessité de sauvegarde du paysage et de l'environnement.

L'emploi du temps type d'une de mes journées de travail : je me lève à 7 heures 30, je débute ma journée de travail vers 8 heures 30. Pendant la pause de midi, je surfe sur Internet pour suivre les cours du marché, la météo, parce que nous sommes encore un métier lié au temps. Je reprends le travail dans les champs aux alentours de 14 heures jusqu'à 18 heures 30. Je garde une heure pour faire le travail administratif. Le soir, je sors chez des amis. J'ai choisi de m'engager syndicalement, cela prend beaucoup de mon temps libre. Peut-être est-ce ma réponse à la question : qu'est-ce que les nouvelles

agricultures ? Je souhaite devenir acteur de mon action, des évolutions qui ne vont pas manquer de le toucher dans les années à venir.

Je m'appelle Aurélie H. J'ai 30 ans. Je suis mariée, mère d'une petite fille. Je suis issue du monde agricole. Née à Berchères-les-Pierres. Collège à Chartres. Lycée à La Saussaye. Après le Bac, un BTS Industries des Céréales. En ce moment mon mari et moi, nous travaillons en tant que salariés, lui dans le domaine du matériel médical (ce qui nous éloigne quand même de l'agriculture), moi dans l'agro alimentaire (ce qui n'en est pas si loin). J'ai toujours voulu reprendre la ferme familiale. Alors impatients, las d'attendre la retraite de mes parents, nous avons fait le pas. Tout en ayant longtemps travaillé comme aide familial, mon père doit continuer à cotiser au-delà de l'âge pour avoir ses trimestres.

Nous avons déposé deux dossiers pour reprise pas loin de la ferme de mes parents. Nous avons donc la possibilité de nous agrandir à la retraite de mon père. Non, je n'envisage pas autre chose que ce que l'on appelle l'agriculture traditionnelle. Enfin je ne pense pas sortir du COP (céréales, oléagineux, protéagineux).

Pour moi, les nouvelles agricultures, elles se jouent par exemple dans le fait que nous aurons eu une expérience salariale avant de devenir exploitants agricoles. D'ailleurs une fois installés, au moins l'un d'entre nous travaillera en dehors de la ferme. Aujourd'hui, le revenu d'un foyer installé ne passe pas uniquement par le revenu agricole. La pluri activité s'est élargie à bon nombre d'agriculteurs et pas seulement aux conjoints.

Je m'appelle Gilles M. Je suis marié, père de trois enfants. Ma femme a un emploi salarié à l'extérieur de l'exploitation. Ça assure un revenu fixe. De toute façon, tout le monde va petit à petit aller vers ça. Le revenu de l'exploitation ne suffira pas au ménage. On est sur un territoire dédié aux céréales. Mon exploitation entre tout à fait dans le système COP. De nouvelles cultures peuvent s'ajouter. On peut créer des niches de marché, mais de là à imaginer une substitution. Non, ce n'est pas par paresse d'envisager une modification majeure du travail. Aujourd'hui, l'afflux de nouvelles populations a fait naître l'exigence d'une agriculture plus soucieuse de l'impact environnemental et des questions de santé publique. Dans la naissance des AMAP (Association pour le maintien de l'agriculture paysanne), il ne faudrait pas sous-estimer la pression des rurbains. En même temps, c'est inimaginable de penser reconverter l'agriculture de la Région en maraîchage. Pour moi, on pourra parler de nouvelles agricultures quand le poids du foncier qui grève les reprises et les installations se fera moins sentir. Il y a là quelque chose qu'il faudrait résoudre avant toute chose. On ne peut pas accepter de voir un métier, un secteur perdre à ce point ses forces vives. On assiste depuis des décennies à une véritable hémorragie au nom d'une rentabilité qui privilégie systématiquement l'agrandissement. Beaucoup de jeunes dont les parents sont agriculteurs se détournent du métier, ne veulent pas reprendre alors que cela pourrait être une chance inouïe d'ouvrir le monde agricole à de nouveaux agriculteurs issus de nouveaux milieux. Ça pourrait être ça les nouvelles agricultures, l'afflux de ce sang neuf qui pourrait tout reprendre depuis le début sans schéma pré établi sans préjugés.

De nouveau Aurélie H.

Quelque temps après.

L'avis de la commission a été négatif. Un agrandissement a été privilégié à une installation. Repartir depuis le point de départ, monter un nouveau dossier, s'accrocher, ne pas désespérer. J'ai la rage de ne pas pouvoir m'installer comme agricultrice.

Je m'appelle François L. Je suis issu du monde agricole, j'ai passé mon enfance à Villeau, un village de Beauce vovéenne. Après mes études secondaires, j'ai étudié à Orsay, maîtrise en écologie et génétique. Puis j'ai passé deux années en Algérie au titre de mon service militaire dans un domaine autogéré. Il y avait, selon les temps, de 40 à 100 travailleurs. L'Algérie a été le creuset de mon choix en faveur de l'agriculture biologique. Chaque jour, je me confortais dans l'idée que le grand domaine avec ses tentatives d'agriculture productiviste échouait là où la petite agriculture traditionnelle réussissait à nourrir tant bien que mal les familles qui la pratiquaient. À mon retour en France en 1978, j'ai aussitôt converti une ferme type de grande culture en expérience bio. Je voulais apporter la preuve qu'un autre modèle était viable à cette échelle et pas seulement sur une petite surface. D'abord, cela n'était que 15 hectares en luzerne, puis en 1985 toutes les terres sont passées en bio. À cette époque, nous nous comptions sur les doigts d'une main. Il a fallu attendre 1985 pour compter avec une deuxième main et en 1995, nous n'avions toujours pas besoin des dix doigts. Je me suis détourné de l'agriculture intensive, persuadé qu'elle nous menait au mur de par son coût social, de par son impact sur les paysages et sa surproduction chronique qui ne servait en aucun cas à résoudre les problèmes de sous-alimentation planétaire. Aujourd'hui, je milite au sein de la Fondation « Terre de liens ». C'est une action qui, pour une part, permet de reposer la question du foncier, facilite l'installation de jeunes pas nécessairement issus du milieu agricole, qui développe une agriculture de proximité soucieuse de qualité et d'équilibre.

(Applaudissements.)

Yann et Phylis...

Une soirée avec des Beaucerons, franchement c'est mortel. On entend les mouches qui pètent ! L'autre jour, on regardait le cimetière pour essayer de récupérer les emplacements. Quand on regarde les noms des gens, il n'y a pas 90 % qui ont encore des membres de leur famille présents ici. Cela s'est renouvelé à une vitesse exceptionnelle. Arrivent chez nous des gens qui viennent de la ville, avec des habitudes de la ville. On a fait un lotissement, en gros ils ont 1 000 m², il n'y en a pas un qui a planté un arbre fruitier. Planter un mirabellier, cela ne vous coûte pas cher ! Ou n'importe quel arbre fruitier, c'est le meilleur investissement que vous puissiez faire. Dans les trois ans, il vous rendra à peu près son prix en fruits. Non ! Ils ont acheté des trampolines ! Ils ont acheté la piscine et après ils vont se plaindre du prix de l'eau ! Des toboggans. Si vous mettez des toboggans sur un emplacement, ils n'y vont pas. C'est

chez eux parce qu'ils veulent voir leur enfant surveillé, il ne veut pas qu'il aille traîner n'importe où. Il vit comme à la ville, il a attrapé un sentiment d'insécurité à la ville et il le prolonge ici.

Quand je suis arrivée ici, j'ai beaucoup pleuré...
Je savais que ça existait, mais je trouvais ça tellement plat,
Tellement plat...
Que c'était affreux...
L'hiver...
Ces grands champs tout noirs.

Ils sont là à venir le week-end sur leur petite propriété où ils reçoivent les copains en circuit fermé avec le barbecue et on n'a aucun contact avec les autres. Ah non, on ne se mélange pas.

Les baby-sitters pour sortir le soir.
Les petites annonces, non pas question.
Comme beaucoup de mamans, je préfère connaître.

Ces gens-là quand ils sont en période d'activité, cela devient une cité dortoir. Ils ne sont pas intégrés dans la population

Louez,
Louez six mois avant de venir vous installer en campagne.
Il y a la campagne en été.
Et la campagne en hiver.
Faut pas venir visiter en été.
Faut venir en hiver.

On a tendance à croire que l'on vit mieux à la campagne qu'en ville quand on est pauvres.
Lorsqu'ils arrivent ici, ils n'ont pas de voiture, pas de permis, pas de travail. Il y a autant de misère que dans les villes.

Circulez à Thiron Gardais, il y a tout à voir...
Les intempéries,
Formidable...
J'ai, pour la première fois de ma vie été vraiment bloqué...
Mur de glace.
Ils appellent ça des congères.
Trois jours.
Là, pas de courses, pas de tabac.
J'attendais la fin du monde, bloqué.

Le plus dur, c'est la vie quotidienne.

Ma femme part très tôt. Donc moi le matin, je dois préparer les enfants.

Je les emmène à l'école ou à la garderie.

Donc la journée commence de bonne heure, un peu sur les chapeaux de roues.

Le soir, eh bien le temps d'aller les chercher à la nourrice, de faire les devoirs, de faire à manger, mettre la table de les coucher, nous notre soirée on peut enfin se poser il est 21 h 30 - 22h.

C'est vrai, tous les films sont commencés.

Comme le lendemain matin, on se lève de bonne heure, si on ne veut pas être trop sur les genoux, on essaye de ne pas se coucher trop tard non plus.

Les jours s'enchaînent comme ça, à un rythme relativement soutenu qu'on n'aurait peut-être pas si on travaillait plus près.

C'est vrai qu'à l'heure actuelle, c'est difficile de trouver du travail.

En ce moment on est fatigués. C'est la mauvaise période, là, novembre.

Tous les hivers, c'est un peu comme ça.

J'ai cherché du travail par ici.

Je regarde soit par les annonces du Figaro, soit par les annonces du site internet.

Vous tapez région Centre, vous affinez sur Eure-et-Loir.

On trouve, oui, mais avec des trop fortes chutes de salaire.

Pour moi ce n'est pas justifié.

Aujourd'hui si l'on habite ici ou à Paris, on devrait toucher la même chose parce que c'est devenu la banlieue.

Travailler à Thiron Gardais est impossible.

Plus personne ne travaille à Thiron Gardais.

Les entreprises ferment les unes après les autres.

Ils vont sur Nogent-le-Rotrou.

Thiron Gardais est en train de mourir.

Il y a six ans, il y avait deux grandes épiceries, une fleuriste,

Deux pompes à essence, trois distributeurs carte bleue, deux cafés.

Et l'école va peut être fermer.

Thiron Gardais

Habiter à Thiron Gardais, on n'habite pas Thiron Gardais, Thiron Gardais nous habite.

C'est un trou du cul du monde, mais le trou du cul du monde peut être le centre du monde.

Je n'ai pas choisi Thiron Gardais, Thiron Gardais s'est imposé.

Thiron Gardais est un refuge.

Thiron Gardais est infernal puisqu'aux dernières élections, le Front National a eu 90 voix sur 300 votants alors qu'il n'y a aucun noir, aucun arabe, aucune mosquée.

Ils ont peur.

Par contre, à Thiron-Gardais ont défilé beaucoup de gens.

C'est le centre du monde pour moi aujourd'hui dans un no man's land au bout de la voie sans issue.

Sinon, Thiron Gardais est un village de 800 habitants avec une abbaye qui date du XI^e siècle fondée par Bernard de Tiron qui pendant un siècle a essaimé et fondé 14 monastères en Angleterre, en Allemagne, en Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne et en France.

Il y a eu une apogée et comme toujours j'arrive trop tard.

Les moines sont partis, l'abbaye est en ruine et la splendeur est passée.

Ce qui me fait plaisir, c'est que Thiron Gardais a explosé au XII^e siècle par son succès comme les Romains, comme tous les empires.

Quand les moines sont devenus riches, la corruption s'est installée, le pouvoir, l'argent et ça s'est effondré.

Il ne reste que quelques gravures du XVIII^e siècle.

Aujourd'hui je me contente des trois hérons cendrés, des neuf bernaches du Canada, des sept cormorans de l'étang de Sainte Anne où j'habite.

La vie y est très intense.

J'habite dans une ancienne ferme dont j'ai acheté deux bâtiments et j'y suis bien.

Le problème, c'est que ma compagne trouve que c'est un trou perdu.

Elle s'y emmerde et elle pratique la politique de l'extension.

Elle passe son temps à Ouistreham.

Thiron Gardais est mon 37^e déménagement.

Il est évident que ça ne sera pas le dernier, mais pour l'instant j'y suis bien et je sens épidermiquement l'horizon de mon hiver.

Des gens viennent à ma grande surprise de Calédonie, d'Australie.

Les gens passent à Thiron Gardais.

Moi, pour l'instant j'y reste.

J'ai des projets.

Les lapins, les faisans, les mésanges, les bergeronnettes.

Depuis cinq-six ans, plus j'ai de projets, moins j'en fais.

Et puis je leur trouve une inutilité existentielle.

Il n'y a rien à faire.

J'habite Thiron Gardais.

En ce moment ma vie est là.

J'ai le monde entier dans ma tête.

S'amuser à Thiron Gardais, impossible si on n'a pas une vie intérieure intense.

J'écris dans ma tête sans arrêt.

Je pense aujourd'hui que j'existe que par ce qui me traverse.

Je deviens peut être sage.

Courtalain, c'est surtout des préretraités qui achètent une maison ou une maison secondaire.

Ils viennent en week-end.

La retapent.

Prennent leur retraite.

Et décèdent.

Je reconnais que mes confrères méditerranéens ont une certaine difficulté à s'habituer

au pays.

Il y a des confrères italiens qui ne comprennent pas quand on se promène dans les rues du village à huit heures du soir, de ne voir personne dans la rue, de voir tout le monde enfermé.

On devine derrière les volets une lumière bleue qui indique que le dieu télévisé les réunit tous.

Pour un italien, la vie sociale ici est incompréhensible.

La première année, on n'a pas apprécié.

Le premier hiver a été très dur pour le moral.

Faut s'y faire de partir à la nuit, rentrer à la nuit.

Léa n'allait encore pas à l'école.

On la déposait à Pontchartrain.

Heureusement qu'on travaillait à côté.

Ici aussi il y a un autre inconvénient.

Anet, c'est une ville suffisamment grande pour y accueillir une structure pour les enfants style halte-garderie ou crèche et malheureusement il n'y en a pas.

Ça fait longtemps que tout le monde en demande.

Il faut aller à Ivry-la-Bataille, je crois.

Ce n'est pas normal.

Moi cela m'aurait arrangé quelquefois de pas avoir à l'emmenner à Pontchartrain.

Ma fille quand elle était petite.

Et mon fils, du coup, lui, il a pris un rythme où même le week-end, il se réveille à six heures du matin.

Pourtant on aimerait bien qu'il dorme.

La semaine on n'a pas besoin de le réveiller.

Mais ils m'entendent quand je me prépare,

Même quand je ne fais pas de bruit.

Puis après, ils m'appellent parce qu'ils veulent me dire au revoir.

Moi je pars à six heures pétantes. C'est dommage.

C'est vrai que les gens ne font que passer, ils ne se posent pas vraiment.

Les parisiens dans les résidences secondaires, c'est eux qui ont amené de la couleur dans les habitations, dans les vieux corps de ferme.

À une époque, habiter en pleine campagne, c'était ringard, il fallait au moins habiter dans les lotissements, dans un pavillon neuf si on voulait s'élever socialement.

Les parisiens ont fait des travaux, ont arrangé toutes ces maisons abandonnées et petit à petit, les gens de la campagne ont vu que finalement une vieille maison, on peut en faire quelque chose de confortable.

Maintenant le parisien est presque un problème parce qu'il a plus de moyens que la personne qui vit ici, qui doit gagner le SMIC à la limite. On n'est pas à Megève, mais quand même.

Ici, dans les clubs de troisième âge, c'est beaucoup de parisiens.

Quand je me promène et que j'ai la chance de voir du gibier, c'est pour moi toujours une

joie de pouvoir rendre grâce à Dieu d'être tombé sur cet instant.
 C'est une grâce de tomber sur des animaux vivants dans la nature et d'en voir autant.
 Parfois ça élève l'âme.
 Ce n'est pas un paysage majestueux comme le paysage de montagne ou l'océan.
 Ce n'est pas la puissance de Dieu que je vois.
 Je vois quelque chose de plus intime dans la création.
 Ici, c'est plutôt de surprendre Dieu dans la création des belles petites choses qu'il a su faire.

Je fais du covoiturage depuis quelques jours surtout pour économiser la voiture et la fatigue.
 Qui dit covoiturage dit ponctualité.
 Pour ma part, je me lève à cinq heures du matin parce qu'en me levant à cinq heures du matin, je pars à six heures.
 Je rejoins mes co-voituriers, on arrive vers sept heures et quart au travail, On repart vers quatre heures et quart.
 Mon mari récupère les enfants aux alentours de 17 h 30 chez la nourrice et quand on rentre il y a les devoirs à faire.
 Et puis, je vous passe les corvées, la maison à entretenir, le linge, la douche le soir, préparer à manger.
 Enfin mon mari et moi on se relaye très bien, mais c'est toute une organisation.
 Voilà.
 Il y en a qui travaillent encore plus loin.
 J'en connais qui vont même à Paris en train.

Pourquoi Thiron
 J'avais quitté mon ancienne gonzesse à Trappes.
 Elle m'a dit de dégager.
 Donc j'avais trouvé un p'tit studio à Saint-Hilarion à vingt bornes de mes garages.
 Donc tous les jours je faisais quarante bornes, en gros.
 Et puis un jour, on en parlait,
 Et puis, j'dis tiens, si vous me trouvez un entrepôt dans le coin, ça m'intéresserait au lieu de faire tous les jours un aller et retour.
 Et puis en plus, j'avais trouvé une autre copine dans le coin.
 Donc ça me faisait moins de route
 Et puis du coup on m'a trouvé ça.
 C'est impeccable.
 J'suis heureux comme tout.
 L'autre copine, elle m'a lâché, mais ça c'est pas grave.

Les résidents secondaires se sont vraiment investis dans la vie de leur village et on peut les considérer comme des Percherons à part entière tellement ils se sont investis dans la vie de leurs villages.
 Ils font même partie des plus actifs qui ont vu le patrimoine et qui se sont dit : il faut le faire visiter, le faire connaître et attirer l'attention sur ces trésors.
 Beaucoup de ces gens venus de Paris étaient enfants d'habitants du canton. Ils connaissent la vie rurale. Mais ayant eu une partie de leur vie en région parisienne, Ils

sont peut-être plus sensibles au trésor qu'on a ici.

Les discussions entre les résidents secondaires et le monde agricole n'ont pas toujours été faciles.

Il a fallu leur expliquer la nécessité d'adapter parfois les champs et les haies au mode cultural d'aujourd'hui. Mais aujourd'hui, la majorité des agriculteurs ont compris l'importance de la biodiversité et les nouveaux venus, plus attachés à la beauté de la nature, mais n'en vivant pas ont réussi à se comprendre depuis les dix dernières années.

Il y a des constructions régulières et ça fait partie des nouveautés pour les maires d'aujourd'hui.

C'est une pression urbaine qu'on ne sait pas encore bien gérer.

Avec la nécessité dans le Parc naturel du Perche de pouvoir réguler et orienter la construction des maisons pour préserver une certaine harmonie, ça n'est pas toujours bien perçu, les gens voudraient pouvoir construire dans un endroit génial, loin de tout, et en fait les cartes communales nous obligent à réduire les lieux de construction et à les remettre autour des bourgs.

Pour pouvoir continuer le service qu'on apporte, le ramassage des enfants dans le primaire par exemple, si on avait trop de hameaux disséminés vu la structure des routes dans le Perche, on ne pourrait pas aller les chercher à des heures raisonnables.

Mais aussi le réseau d'eau qui a une soixantaine d'années construit avec des tuyaux qui répondaient à l'utilisation de l'eau à l'époque.

C'est une évolution dans la structure des maisons aussi. Il y a quelques lotissements, mais on essaie de les inciter à avoir des petites tuiles, des entourages de fenêtres à l'ancienne.

À ma retraite, je me suis installé à Charray.

C'est calme...

Très calme...

Un peu le bout du monde.

Mais c'est ce qu'on cherchait.

L'année dernière on a donné un permis de construire à une personne, Il est tombé sur un cimetière mérovingien en creusant la piscine.

On n'a pas envie d'habiter au dessus d'un cimetière,

Surtout les dames.

(Applaudissements.)

Jean-Marc PROVIDENCE. - Le temps de la pause est venu.

(Les rencontres sont interrompues à 20 h 25 et reprises à 21 h 15.)

Jean-Marc PROVIDENCE. - Nous reprenons en vous remerciant d'être restés après cet intermède.

Nous allons demander à Philippe Lirochon, Président de la chambre d'agriculture de nous dire ses réactions, sa lecture après avoir entendu les quatre intervenants et ces

témoignages qui l'ont peut-être un peu perturbé dans les jugements qui ont été portés, mais on le laisse nous dire ce qu'il en pense.

Philippe LIROCHON. - Bonsoir à tous.

C'est difficile de démarrer une table ronde surtout quand on dit : vous avez libre cours à votre pensée.

Je vais essayer de la canaliser parce que ceux qui me connaissent savent que ma pensée est vive et capable de réaction.

Je voudrais commencer mon propos en disant : j'ai ce soir plein de mots qui me sont venus à l'esprit suite aux exposés : rupture, ruralité, la place de l'agriculture dans cette ruralité dans le monde, j'ai entendu : contraste, évolution, agronomie.

On a quand même parlé un peu d'agronomie ce soir mais pas beaucoup, un sur quatre et dans son exposé, c'était assez court.

Il a même dit à l'extrême, on sait faire pour donner à manger à ces 9 milliards d'habitants, mais est-ce si simple que cela ?

Puis, derrière pour moi ce sont des défis.

Et on est sorti avec des espoirs.

Pour moi, au début de mes propos, ce qui est certain, c'est que demain il y aura une agriculture et qu'elle aura des défis énormes à relever.

C'est banal, mais je pense que c'est un fondamental que j'ai envie de dire à mes collègues agriculteurs et aux jeunes agriculteurs qui en doutent de temps en temps.

On a vu que les défis de ces fameuses 9 milliards, il y avait des économies à faire, du gâchis à éviter.

J'ai envie de rebondir sur les moyens de cette production.

J'étais interpellé.

On a dit : l'irrigation, mais si on la ramène en Eure-et-Loir ou en région Centre, elle est au cœur de grands débats. On va parler de la nappe de Beauce. La nappe de Beauce est vue à Paris comme une nappe pillée, en péril, qui est en danger alors que nous, nous sommes conscients que c'est une nappe précieuse et que l'on a envie de voir fonctionner encore des décennies.

Comment ? Quand on est dans cette relation entre la société et l'agriculture, on peut expliquer autrement que par des interjections que l'irrigation est un facteur de production indispensable et que de tout temps, - cela c'est une question que je voudrais poser à mes amis sociologues : comment on peut faire ? - la société a oublié que l'on a aménagé la ressource en eau que, aujourd'hui, il est presque honteux d'imaginer de stocker de l'eau l'hiver pour la mettre l'été.

C'est une première question qui m'interpelle.

Le deuxième mot : l'environnement.

On sait produire de plus en plus, mais il ne faut pas oublier l'environnement.

Si sur l'environnement au niveau mondial, j'ai un peu de mal à me positionner, est-ce qu'il y a des freins qui vont s'imposer au monde comme ils s'imposent à nous avec cette société qui, un Grenelle de l'environnement passant par là, va nous contraindre de plus en plus à limiter notre production ?

M. Guyomard a dit cette formidable évolution : pendant 30 ans, un quintal de plus par hectare et par an.

Aujourd'hui, c'est faux.

Aujourd'hui, c'est 0,6, 0,65 quintal.

On plafonne et on ne plafonne pas parce que, à mon avis, la fertilité des sols a atteint ses limites quoi que l'on ait encore besoin de recherche et de sélection, mais on plafonne aussi parce que l'on raisonne davantage et que l'on s'impose cette limitation.

Effectivement, vu de ma lorgnette d'Eure-et-Loir ou de la France, je me dis : comment on peut placer ces conditions imposées à l'agriculture ?

C'est le deuxième défi.

Le troisième qui m'interpelle ce soir, c'est de dire : il y a eu de longues considérations sur la rupture depuis 10 ans.

J'ai bien entendu, depuis 130 ans les campagnes se vident.

Depuis 10 ans, moi qui suis maire de ma petite commune, je suis passé de 100 habitants à presque 200 en 18 ans. C'est impressionnant de voir comment les Parisiens ont réhabilité le bâti et maintenant on est tout fiers d'être dedans et il n'y a pratiquement plus de résidences secondaires, on les a tous chassés les Parisiens ou alors ils sont devenus retraités à la campagne ou ce sont les habitants de la campagne qui exercent.

On a vu arriver tous ces néoruraux tous ces gens, ils se plaignent, vous savez bien : quand on fait la moisson, cela fait de la poussière, quand l'hiver on va sur les routes, il y a de la terre sur les routes.

On a déjà arrêté mon tracteur à la moisson car j'empêchais les gens de jouer aux boules.

On a fait des terrains de pétanque pour que les gens se divertissent le dimanche, mais on n'a pas le droit de passer à côté avec les tracteurs. C'est une erreur fondamentale, je n'aurais jamais dû faire de terrain de pétanque.

Donc, cette cohabitation avec cette rupture et ce repeuplement des campagnes, nous posent un vrai problème.

Il faut que l'on sache accueillir ces néoruraux, mais comment ?

Je me pose la question, vous avez fait de belles analyses, mais je me demande si la ruralité n'a pas échappé au monde agricole.

Vous l'avez sous-entendu, j'aurai tendance à le dire beaucoup plus clairement.

Quand on n'est plus que 2 % de la population, même si chez nous dans la campagne on est un peu plus nombreux, il faut que l'on fasse probablement preuve d'imagination avec nos voisins pour leur parler.

Comment faut-il faire ? J'en interpelle beaucoup, je vois des amis dans la salle, ils savent que c'est mon dada et cela m'ennuie.

Une autre notion que vous n'avez pas développée et que j'entends trop souvent : la nature est à tout le monde.

Est-ce que c'est vrai ?

J'ai interpellé un certain nombre d'hommes politique dans leur campagne respective en disant : la nature est à tout le monde.

Je ne suis pas certain que la nature soit à tout le monde.

J'aimerais bien vous entendre parce que, quand on dit que la nature est à tout le monde, celui qui l'utilise pour produire de l'alimentation, comment il fait quand son outil de production qui est son sol ne lui appartient plus ?

C'est un vrai problème qui m'est posé. Je voudrais un peu d'explication sur ce partage entre cette nature qui, effectivement, peut être gardée de tout le monde, mais tout le monde n'y a pas accès pour pouvoir y travailler.

C'est un vrai souci dans ma tête.

Je voudrais ensuite parler de la femme et de la fragilisation de nos systèmes d'exploitation en grande culture.

Un exploitant agricole sur une unité de surface, c'est vraiment compliqué aujourd'hui pour la solidité de l'entreprise.

Je pense que l'on devra réfléchir et M. Hervieu l'a induit, on a aujourd'hui des formes d'exploitation en commun.

Cela pose un vrai problème parce que, est-ce qu'il y a le revenu au bout quand on est trop nombreux sur la même terre ?

Je veux poser aujourd'hui la question pour pouvoir pérenniser cette forme d'agriculture que vous appelez entreprise agricole, mais on a caché quelque chose en disant entreprise, voire on s'est fait plaisir.

Est-on qu'on est une entreprise agricole quand on a du mal à dégager un Smig sur une exploitation et que l'on travaille péniblement avec du vieux matériel ?

On a aussi ce cas-là.

M. Meneau, je suis désolé, j'en entends aussi des gens comme cela.

C'est une question qui est peut-être à élargir au-delà de l'Eure-et-Loir, mais elle existe. C'est ce que je voulais simplement dire.

Donc, fragilisation quand ils sont tout seuls.

Vous avez dit, c'est vrai, que dans nos systèmes d'exploitation, la femme n'a plus sa place pleine et entière à nos côtés. Un certain souci grandit aussi. Les témoignages nous ont bien dit qu'un certain nombre de jeunes, le premier le Thibault G., il a quand même 32... ou 27 ans.

Il faudra que tu m'apprennes à faire le calcul car s'il s'est installé à 22 ans, j'ai fait le total

dans ma tête, il y a une erreur dans ton histoire, Philippe !

Il s'est installé à 22 ans, il a 27 ans et cela fait 10 ans qu'il est installé ?!

Il y a quelque chose qui ne va pas, mais tu relieras tes notes c'est bien ce que tu nous as dit. $22 + 10 = 32$ et il a dit qu'il avait 27 ans.

C'est un souci.

C'était la blague.

Au-delà, on a aujourd'hui de plus en plus d'agriculteurs seuls sur leur exploitation qui ont du mal à trouver une place.

Derrière cela, je reviens au revenu dégagé. Il y a aussi la nécessité d'un complément, cela a été dit dans les témoignages et c'est souvent le cas.

On oublie un peu trop le complément apporté par la femme, la stabilité.

La question sous-jacente : quel système d'exploitation va permettre à nouveau de faire revenir nos épouses sur les exploitations ? Quelle place on peut leur donner ?

Est-ce que l'on aura encore besoin de leurs revenus ou est-ce que l'exploitation peut dégager un revenu pour les deux ?

Ces questions tournent dans ma tête quand je suis de temps en temps interpellé.

En un mot, quelle agriculture doit-on construire pour demain ? Mais je dirai dans quel cadre avec quelle ruralité ?

Avec ma casquette de maire, j'entends tous les gens qui veulent effectivement - je suis capable de témoigner de tout ce qui a été dit - avoir les mêmes équipements, de belles routes, de l'éclairage public la nuit, c'est un vrai problème pour nous.

Puis, un petit mot sur les contraintes environnementales. J'en ai parlé un peu tout à l'heure.

Je pense qu'il faut que l'on soit aujourd'hui capable de freiner un peu certaines velléités de dire et de faire croire que l'activité agricole est capable de tout régler sans indemnisation ou sans prendre en compte, et c'est la dernière idée que je voudrais développer.

Je voudrais vous interpellier sur la multi fonctionnalité de l'agriculture. On a beaucoup parlé de production.

Je pense qu'il faut que l'on soit capable de parler de cette multi fonctionnalité parce que l'agriculture a des services marchands, c'est ce qu'elle produit, mais elle a aussi des services non marchands induits qui sont la gestion de l'espace, la biodiversité qui a été un tout-petit peu évoquée.

J'aimerais bien, c'est dommage c'est M. Guyomard qui a prononcé le mot de biodiversité...

M. multi fonctionnalité est là, mais M. biodiversité...

Je reste convaincu qu'il ne faut pas figer cette agriculture, il faut l'accompagner dans son mouvement. On fait peut-être évoluer cette biodiversité, mais elle existe encore.

Voilà quelques questions et réflexions que je me permets de faire en début de soirée.

Jean-Marc PROVIDENCE. - Merci pour cette salve de questions.

(Applaudissements.)

Nous allons laisser la parole aux intervenants.

Bertrand HERVIEU. - Je me lance sur le sujet qui n'est pas le plus facile, mais qui est quand même très présent, Monsieur le Président, dans vos remarques qui est au fond tout ce que vous dites autour de l'environnement, de la nature, de la multi fonctionnalité, il y a quand même beaucoup de choses qui tournent autour de cela.

Vous posez assez fermement la question : est-ce que véritablement la nature est à tout le monde ?

C'est un vrai grand débat.

On a vu surgir, dans les dix dernières années ou, en gros, depuis Rio, l'idée de bien public, l'idée de droit de regard d'une certaine façon, l'idée de patrimoine intergénérationnel, patrimoine de l'humanité, autant de notions qui surgissent.

Permettez-moi d'abord, avant de répondre complètement à votre question, d'essayer de comprendre pourquoi cette question est difficile et d'une certaine façon pourquoi elle surgit.

Je disais tout à l'heure, dans mon intervention, que la société française parce que je ne suis pas certain que ce soit absolument pareil dans toutes les cultures du monde, mais enfin en tout cas pour la culture française, avait changé trois fois son regard sur les campagnes et sur les espaces agricoles, les espaces ruraux en l'espace d'un siècle, ce qui est beaucoup trois fois en un siècle, et que nous avons connu un moment patrimonial sous la Troisième République.

Je ne peux pas ne pas faire ce retour en arrière.

Excusez-moi, je vais peut-être être un peu long, mais ce moment patrimonial a été extrêmement important parce qu'il était un moment politique.

En Eure-et-Loir, je pense que ce que je vais dire va avoir un écho compte tenu de ce qu'a représenté le débat sur la République et l'instauration de la République dans ce département.

Pourquoi je parle d'un moment patrimonial ?

Autour des années 1870-1880, quand la France était dans une situation de crise épouvantable, nous étions au lendemain du désastre de Sedan, Mac Mahon était au pouvoir et hésitait entre un retour à la monarchie et une République malgré lui, il y a eu une succession de désastres climatiques qui ont fait que nous avons connu en France les dernières disettes dans cette décennie 1870-1880, et l'homme politique qui a eu l'intuition de la fragilité de la situation de la France et du désastre vers lequel on pouvait aller, a été Gambetta.

Gambetta a eu l'intuition qui n'avait pas surgi jusqu'alors dans la vie politique française, que contrairement à ce que tous les légitimistes pensaient, la République allait pouvoir s'installer en France le jour où on rallierait les paysans à l'idée républicaine et Gambetta

a pensé puissamment que ce se ferait avec le ralliement des paysans à l'idée républicaine, alors que les légitimistes pensaient que les paysans étaient forcément pour le retour, sinon à l'empire, au moins à la royauté, qu'ils étaient patriotes par nature et par construction et que c'était acquis.

Gambetta a eu l'audace et la puissance de penser qu'il fallait faire basculer le monde agricole, le monde paysan dans la République avec une idée puissante qui était de dire : il faut enfin, presque un siècle après 1789, faire en sorte que les paysans aient leur part des acquis de 1789, et avoir sa part des acquis de 1789 pour les paysans, c'était accéder à la propriété, devenir propriétaires, c'était voir s'éloigner le spectre de la Saint-Michel à laquelle tout le monde déménage en fonction du bon vouloir du propriétaire, notamment en Normandie, mon cher Jacques !

Donc cette idée de propriété, de patrimoine.

Gambetta a eu ce discours absolument éblouissant qui commençait par ces mots : *« Faisons chausser aux paysans les sabots de la République, lorsqu'ils les auront chaussés, la République sera invincible. »*

C'est autour de cette idée forte qu'il a suscité la création du Crédit Agricole, pour que les paysans puissent emprunter, puissent acheter, puissent devenir propriétaires.

Pendant la Troisième République, dans les actes notariés, à côté de son nom, on n'écrivait « paysan », on mettait « propriétaire » quand on l'était parce que propriétaire c'était un statut, c'était l'assurance d'avoir enfin acquis une place, une reconnaissance sociale dans la société.

Donc, cette idée patrimoniale et les historiens nous l'ont très bien montré, cet appétit patrimonial était simplement une volonté de reconnaissance dans la société vis-à-vis de laquelle les paysans ont effectivement basculé dans la République.

Je vous rappelle au passage car c'est une histoire absolument merveilleuse, on peut y passer la nuit si vous voulez, qu'il n'y avait pas de ministère de l'Agriculture jusqu'en 1881. C'est en 1881 que Gambetta crée le ministère de l'Agriculture sur un modèle très particulier.

Il prend comme modèle non pas le ministère du Commerce, non pas le ministère de l'Industrie, il prend le ministère des Colonies parce qu'il se dit que c'est un ministère où il va falloir gérer non pas ce que l'on appelait à l'époque le territoire, l'espace, il va falloir gérer les terres, les campagnes, les chemins, plus tard l'électrification, l'eau, etc. Il va falloir gérer la santé, l'éducation, il va falloir gérer le commerce, il va falloir gérer les échanges. Donc ce ministère était un véritable petit gouvernement, ce n'est pas un hasard si beaucoup de ministres de l'Agriculture sont devenus Premiers ministres. C'est un lieu d'apprentissage politique absolument extraordinaire.

Cela a marché et cela a basculé.

Ce qu'il faut comprendre, si je dis que c'est le moment patrimonial, c'est que la question de la propriété est devenue première par rapport à la question de la production et par rapport aux questions de développement.

C'est une sorte de paradoxe que la France, douée comme elle l'était du point de vue de son climat, de ses sols, de sa variété etc., soit restée jusqu'à la Seconde Guerre

mondiale complètement déficitaire dans sa couverture alimentaire.

C'est un paradoxe fou avec encore 50 % de population active agricole en 1900, 33 % au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des chiffres un peu ahurissants au regard des pays déjà largement industrialisés ayant déjà basculés dans une modernisation accélérée de l'agriculture.

Chez nous, la question patrimoniale a freiné cette question de la modernisation parce qu'on a plus investi dans la terre que dans l'outil, à proprement parler.

Pourquoi je reviens là-dessus ? Je reviens là-dessus parce que nous avons construit une culture pendant plus d'un demi siècle de la relation à la terre, de la relation au sol, qui était une culture patrimoniale partagée par l'ensemble du corps social, y compris ceux qui n'étaient pas propriétaires, mais qui partageaient l'idée que c'était extrêmement important, que c'était légitime, que c'était

Ce qui est intéressant, c'est qu'en ce début de XXI^e siècle, l'agriculture a définitivement quitté ce moment patrimonial non pas que la terre n'appartienne à personne, bien sûr que la terre a des propriétaires, mais ce qu'il faut arriver à comprendre et qui n'est pas très facile, c'est que cette propriété de la terre est devenue de plus en plus abstraite et vous le savez bien ici.

On l'a un peu évoqué. Si je faisais le résumé de ce qui a été dit, y compris par les chroniqueurs comédiens, au fond, l'agriculteur est aujourd'hui sociétaire et solitaire. Vous n'êtes plus propriétaire d'une terre, vous êtes propriétaire d'une part.

Cette propriété abstraite de la terre à travers des formes sociétaires, on a une imagination juridique assez puissante en France, prend différentes formes.

Retenons, Président, que ce basculement d'une propriété foncière qui était une propriété complètement patrimoniale, physique, concrète, charnelle en l'espace d'un siècle en gros, bascule dans une propriété qui reste une propriété et qui reste une propriété privée, mais qui est profondément marquée par un caractère abstrait, un caractère outil de travail.

Le moment clé, c'est le moment de la JAC, c'est le moment où les jeunes des années 1950-1955 disent : la terre, ce n'est pas d'abord un patrimoine, c'est d'abord un outil de travail.

Que se passe-t-il aujourd'hui ?

C'est que, au moment où l'ensemble de notre société est en train d'être travaillé par ces idées de nature, de biodiversité, de patrimoine commun, de bien public, donc de vision patrimoniale, je dirai, mais du paysage, d'une patrimonialisation du paysage, c'est à ce moment-là que la terre agricole se dépatrimonialise pour quitter le statut de patrimoine et acquérir le statut de propriété abstraite partagé où le corps social en attend une vision patrimoniale.

Il y a une vraie difficulté. Je n'ai pas la réponse. Il faut d'abord essayer de comprendre pourquoi c'est difficile pourquoi la question se pose.

Oui, il y a eu des tentatives, Jacques en plaisantant disait que j'étais le M. multi fonctionnalité.

Oui, je pense profondément, reconnaître que la terre, le sol, le paysage, l'eau, qu'elle soit de surface ou souterraine, sont des richesses collectives, nationales pour ne pas dire collectives parce qu'on ne peut pas me traiter de collectiviste, le national vous va ? Allons-y pour national

Ce n'est pas très difficile à comprendre, il se trouve que j'ai eu l'occasion d'aller en Albanie au lendemain de la chute.

C'est très facile de voir qu'un pays qui a raboté tous ses paysages, qui n'a plus de biodiversité, qui n'a plus d'eau, qui n'a plus de richesses agronomiques des sols, est un pays plus pauvre que celui qui l'a gardé.

Il y a bien une richesse qui est là et l'on comprend, au début du XXI^e siècle, que si l'on ne produit pas cette richesse, elle disparaît. C'est ce que la société dans son ensemble attend. C'est un bel hommage et le monde agricole aurait tort de se crispier là-dessus car je vais vous dire que la pire des choses qui puissent arriver à un milieu professionnel, c'est de n'être plus attendu.

Le monde agricole s'agace un peu d'être trop attendu, il est peut-être trop attendu, mais il vaut mieux être trop attendu que pas attendu du tout.

On peut se mettre d'accord là-dessus ?!

Philippe LIROCHON. - Tout à fait.

Bertrand HERVIEU. - La question qu'il faut arriver à régler, c'est que nous n'attendons pas que le monde agricole construise pour lui-même du paysage.

Il est bien entendu que ses biens immatériels, ses biens non marchands que sont le paysage, la biodiversité, ses biens publics non marchands et publics, sont construits, produits à travers, en même temps, avec des productions qui, elles, sont marchandes, sont physiques, sont matérielles, sont trébuchantes.

Mais ce que nous savons, c'est qu'il y a un surcoût et que si on laisse le marché seul agir, il y aura production de biens marchands et destruction des biens non marchands.

Donc, il faut bien trouver une articulation.

La question est posée : est-ce que nous trouvons les moyens de construire, d'inventer, de perfectionner des politiques publiques qui sont susceptibles de rétribuer aux producteurs cette production résultant de biens non marchands de biens publics qui sont voulus ?

On peut dire et on le voit très bien dans toutes les enquêtes d'opinion que nous faisons, que l'opinion publique a un peu de mal, voire beaucoup de mal à comprendre que soit soutenue la production de biens marchands, en revanche, elle comprend très bien que soit rétribuée et j'utilise le terme à dessein, la production de biens non marchands qui sont des biens publics et qui sont attendus de tous.

Cette question de la multi fonctionnalité est extrêmement intéressante parce qu'il n'y a pas beaucoup de métiers où l'on produit des richesses qui, les unes sont marchandes, les autres ne le sont pas, les unes sont privées, les autres sont publiques.

Il faut se battre là-dessus parce que c'est une vraie restauration du métier, une vraie modernité de ce métier, une vraie richesse de ce métier, et comme en plus ce métier a

plus que d'autres, la chance et l'inconvénient, les deux à la fois, d'être fortement articulé à des politiques publiques, il y a des outils.

Donc c'est tout le travail en continu parce qu'il n'y aura pas de grand soir autour de cela, mais on peut progresser de réforme de la Politique Agricole Commune en réforme de la Politique Agricole Commune à faire passer ce qui est une compensation d'un temps lointain de baisse des prix à une rétribution de production non marchande.

Je reconnais que c'est un débat politique très difficile, mais sincèrement du point de vue de la dignité du métier, on laisserait aller au marché ce qui est marchand avec quelques corrections, j'en conviens, ne soyons pas excessifs non plus là-dessus, mais plutôt que de compenser sur des bases qui remontent quand même à 1992, cela ne va pas traverser le XXI^e siècle, il ne faut pas se faire d'illusion, en revanche on prend le chemin encore une fois non pas d'une compensation, non pas d'une indemnité, mais d'une rétribution d'un service non marchand attendu par la société, voulu par la société avec un consentement à payer, ce qui n'est quand même pas rien, d'avancer sur cette voie, je pense que l'on éviterait des malentendus et probablement aussi des frustrations de la part du monde agricole qui se sent mis sur la sellette, pas compris, etc. alors que ... je ne dis pas que c'est facile, mais il y a quand même des voies, des moyens pour avancer autour de cela de façon plus contractuelle que de façon automatique parce que le contrat est une manière moderne de gérer les relations dans des sociétés modernes.

C'est comme cela que cela se passe.

Il n'y a rien à craindre là-dessus. Après, il faut trouver des moyens un peu simples, mais ce n'est pas impossible.

Je n'ai pas d'autres réponses à apporter à ce que vous dites, Président.

Je pense que c'est une longue marche, que c'est difficile, mais je pense que l'on peut sortir de cette difficulté.

Vous êtes conscients qu'il y a une attente de la société à cet égard.

Puisqu'il y a une attente, il faut trouver les voies et moyens de le réguler et encore une fois, contrairement à d'autres milieux professionnels, le monde agricole a au moins la chance d'être habitué à gérer des politiques publiques, à les négocier, à les discuter et à les enrichir.

On peut les enrichir. Le budget agricole de l'Union européenne, ce n'est quand même pas rien.

Il y a bien d'autres milieux professionnels qui aimeraient se trouver dans cette situation.

Il est vrai que cela fait un peu mal de voir la Politique Agricole Commune critiquée, voire dénigrée alors qu'elle est le pilier de la construction européenne et que, encore une fois, elle peut être critiquée comme politique, comme outil, comme moyen, mais elle est quand même extraordinaire comme force de levier de transformation.

C'est quand même elle qui a fait de la France la première puissance agricole européenne.

Après ce plaidoyer un peu enflammé, mon cher Jean-Paul

Jean-Paul CHARVET. - Je pense que vous serez tous d'accord avec moi, Bertrand

Hervieu fera un excellent ministre de l'Agriculture et de l'Environnement en 2012 !

(*Applaudissements ...*)

Et avec une telle éloquence, nul doute que les crédits de la Politique Agricole Commune ne doublent, ce qui est quand même peu probable !

(*Rires.*)

Philippe LIROCHON. - On n'en demande pas tant !

Jean-Paul CHARVET. - Concernant la nature, je partage l'analyse politico sociale de Bertrand.

J'interviendrai à un niveau inférieur au niveau de l'agronomie puisque votre Président m'a reproché tout à l'heure de n'avoir pas été assez précis sur l'agronomie.

La nature, telle qu'on peut la voir en Eure-et-Loir ou ailleurs, a perdu sa virginité depuis très longtemps.

Contrairement à ce que l'on écrit à longueur de journaux ou de revues, les agriculteurs ne travaillent pas du tout sur des écosystèmes.

Les agriculteurs travaillent sur des agrosystèmes, c'est-à-dire sur des systèmes qui ont une dimension historique, des systèmes qui ont été fabriqués par les hommes.

Je vais prendre un exemple qui m'avait frappé lorsque je faisais une partie de ma thèse en Illinois, au beau milieu de la *Corn Belt*, au sud des grands lacs américains, au sud de Chicago.

Chaque fois que j'arrive quelque part, je suis géographe, mais un peu historien aussi, je refais l'histoire du coin depuis aussi longtemps qu'on puisse aller, en Amérique du Nord cela va assez vite puisqu'on part en gros du XIX^e siècle pour les grandes plaines du centre des États-Unis, et la région considérée par bien des agronomes comme la plus fertile de la planète, le cœur du *Corn Belt*, on dit il y a des terres noires de 2 m d'épaisseur, il tombe 1 m de pluie en été, il fait 25° à 30° en été, c'est le climat du maïs, du soja, c'est vrai ils peuvent faire du maïs sans irriguer cela marche très bien, ils dépassent 100 quintaux sans problème, sauf que historiquement c'est le dernier secteur qui a été mis en valeur.

Pourquoi ? Parce que ce secteur appartenait à ce que les Américains appellent les *Wet Prairies*, les prairies humides.

Comme vous le savez, le grand glacier a occupé l'Amérique du Nord il y a 10 000 ans et plus, en aval de ces grands glaciers il y a eu des barrages morainiques et en arrière de ces barrages morainiques, il y avait d'immenses marécages remplis de serpents et d'insectes en tous genres.

C'est un endroit où les pauvres colons venus de la côte Est et d'Europe ne voulaient pas aller, et comment cette région est-elle devenue une des plus fertiles du monde ? Parce qu'on a drainé ces terres.

Donc, il y a une très forte dimension historique.

Ce ne sont pas les malheureux pionniers qui n'avaient pas d'argent, s'ils en avaient eu, ils seraient restés en Europe, qui ont pu réunir les capitaux pour drainer, ce sont les

banquiers de Chicago, les compagnies d'assurance de Chicago qui l'ont financé et encore aujourd'hui, les agriculteurs sont fermiers sur ces grandes exploitations qui ont des centaines et des centaines d'hectares, aujourd'hui 400 à 500 hectares pour une unité de production.

Ils sont fermiers ou métayers car ils ont, chez eux, un système plus astucieux que notre système de fermage qui s'appelle *Crop Share*, *Share* traduit par métayage. C'est un système qui marche très bien, mais ce n'est pas le sujet.

Même en Beauce, regardez bien les sols de la Beauce, à l'époque de nos bons ancêtres les Gaulois, ils étaient sous une forêt. Il y avait une forêt en Beauce et ensuite on a défriché la forêt.

Vous voyez bien qu'à partir du moment où on enlève une forêt, les sols ne sont plus les mêmes.

Bien sûr qu'au départ c'étaient des sols forestiers qui s'étaient formés sous une chênaie, hêtraie, etc., mais après on a considérablement modifié ces sols, on a labouré.

À une époque on ne labourait pas trop profond, après on s'est mis à labourer plus profond, puis on a apporté des engrais et dans les coins où les terres étaient trop acides dans le Perche notamment, on a mis de la chaux.

J'insiste bien sur le fait que les sols ont une histoire, une dimension historique, donc que les agriculteurs ne travaillent pas sur des écosystèmes, mais sur des agrosystèmes et, là, je rejoins Bertrand Hervieu, ils sont chargés de gérer au mieux dans leur propre intérêt et dans celui de la société, ces agrosystèmes.

Ce sont des gestionnaires d'agrosystèmes. Dans l'agrosystème, il y a bien entendu les plantes cultivées qui ne sont plus celles de nos bons ancêtres les Gaulois, les animaux élevés quand il y en a, mais il y a aussi et j'insiste bien là-dessus, les sols.

Les sols, c'est vraiment un patrimoine, c'est d'ailleurs un patrimoine que l'on a intérêt à gérer au mieux à la fois pour les individus et pour la société.

Je pourrais développer d'avantage, mais je ne veux pas être aussi long que le futur ministre !

Jean-Marc PROVIDENCE. - Le micro va circuler dans la salle pour qu'il y ait un peu d'échange.

Philippe LIROCHON. - Juste une information : en Eure-et-Loir, 1/3 des sols sont drainés, 1/3 des sols sont irrigués et 1/3 des sols n'ont pas subi de transformation.

L'outil de travail, c'est bien le sol.

UNE INTERVENANTE. - J'ai une réaction puis une question.

J'ai été un peu déconcertée sur un sujet qui parle des nouvelles agricultures que ne soit pas évoquée la question des alternatives agricoles, notamment l'agriculture biologique, d'autant que du global au local comme vous avez un petit peu fonctionné sur les interventions, je pense qu'il y a matière au niveau global, certains scientifiques évoquent le fait que l'agriculture biologique peut nourrir la planète.

Jean-Paul CHARVET. - C'est faux.

LA MEME INTERVENANTE. - De votre point de vue !

Jean-Paul CHARVET. - Tout à fait et je vais vous expliquer pourquoi très vite.

LA MEME INTERVENANTE. - Au niveau local, le système des AMAP a été évoqué par les comédiens, mais c'est vrai que c'est quelque chose qui est sur la problématique des ruraux, des citoyens qui fonctionnent un peu ensemble aussi.

Ma question : est-ce que l'on s'en tient à ce qui a déjà été fait au cours des 50 dernières années, notamment quand on se dit : il faut nourrir 9 milliards d'homme, donc on va chercher des solutions pour irriguer, pour mettre des intrants, etc., ou est-ce que, au contraire, on ne peut pas avoir des réponses qui soient plutôt de l'ordre de faire plus petit, différemment avec du local ?

Sur l'irrigation en France, on n'est peut-être pas sur le meilleur territoire pour produire du maïs justement. La *Corn Belt* aux États-Unis est peut-être plus adaptée, par exemple.

Jean-Paul CHARVET. - Il y a au moins trois questions.

Sur les AMAP, personnellement je suis tout à fait pour leur développement.

En fait, cela reprend une expérience japonaise des années 1960 qui s'appelait les *Teikei*. Ensuite, c'est passé par la Californie, cela s'appelait *Communities Supported Agriculture*, c'est-à-dire agriculture supportée par la communauté.

Les AMAP sont assez récentes en France.

Le problème que l'on a en Île-de-France, on est en bout de Beauce en Île-de-France, c'est qu'il y a énormément de clients, énormément de citoyens qui sont volontaires, il y a des listes très longues et il y a peu de volontaires chez les agriculteurs.

Le Président vous dira pourquoi tout à l'heure. C'est ce que je constate.

Concernant le bio, je suis pour le bio, j'en ai fait.

C'est un excellent laboratoire sauf que ce n'est pas généralisable à l'échelle de la planète.

Pourquoi ?

Premièrement, dans le milliard de personnes qui survivent plutôt mal que bien en situation de sous nutrition chronique, les trois-quarts ont des activités de production agricole, mais ils font du bio malgré eux parce qu'ils n'ont pas accès aux intrants. Vous voyez bien dans quelle situation ils se trouvent.

Si l'on arriverait à fournir quelques intrants en quantité modeste et bien ciblés, bien raisonnés, ce serait déjà un réel progrès. Mais cela, c'est bio non certifié.

Le bio certifié en tant que tel, c'est moins de 1 % des terres agricoles de la planète. Moins de 1 %. Le bio certifié.

Les grands pays où il y a des superficies en bio considérables sont l'Australie, l'Argentine, la Chine.

Je pense qu'il faudrait développer le bio en France car on importe des produits bio en quantités très importantes.

S'il y a de jeunes agriculteurs dégourdis car il ne faut pas avoir peur du travail qui veulent se mettre au bio, allons-y, en avant, il y a un marché derrière.

Après derrière, il y a le problème du changement d'échelle des marchés.

Tant que l'on est dans un réseau local, OK, des que l'on passe par les supermarchés, on risque de retomber dans certains travers de l'agriculture non biologique.

Il faut bien voir que l'agriculture biologique certifiée représente 1 % des superficies agricoles mondiales et des rendements qui sont de 30 à 50 % inférieurs à ceux de l'agriculture dite conventionnelle.

À partir de là, même si un éminent collègue d'AgroParisTech dit que l'agriculture biologique peut nourrir la planète, en tant qu'ancien agriculteur je n'y crois pas du tout.

En revanche, que l'on développe davantage l'agriculture biologique en France, oui, mais on va arriver à quelques %. L'objectif du Grenelle de l'Environnement me semble très difficile à atteindre.

Imaginons qu'il le soit, on n'ira pas au-delà.

Philippe LIROCHON. - Je veux bien compléter la réponse sur deux points.

Je n'ai pas beaucoup à dire au niveau des AMAP. Nous n'avons pas forcément de files d'attente et dans la conception, ce n'est pas très répandu. Il y en a quelques-unes mais pas beaucoup dans notre département. Il y en a un peu au niveau de Chartres, mais cela s'arrête là.

Jean-Marc PROVIDENCE. - À Nogent le Rotrou aussi.

Philippe LIROCHON. - Ce n'est pas forcément une forme de commercialisation qui va prendre beaucoup car il n'y a pas de diversité, on impose des paniers, c'est encore un peu compliqué.

Sur l'irrigation du maïs, savez-vous qu'un hectare de maïs consomme plutôt moins d'eau qu'un hectare de blé ?

Est-ce que vous le savez ?

LE MEME INTERVENANT. - Pardonnez-moi, mais quelle est la diversité des cultures industrielles ? Vous mettez en opposition l'AMAP.

Philippe LIROCHON. - Je ne le mets pas en opposition.

LE MEME INTERVENANT. - À l'instant même, vous dites qu'il n'y a pas une très grande diversité, mais de quelle diversité vous parlez ?

Philippe LIROCHON. - Je parlais de la diversité de l'offre dans les paniers des AMAP.

LE MEME INTERVENANT. - De quelle diversité parlez-vous ?

Jean-Paul CHARVET. - Le Président vous dit, j'interprète, qu'il n'y a pas beaucoup de volontaires.

Philippe LIROCHON. - On ne va pas faire un dialogue important.

Je voulais simplement dire que sur le maïs, il faut faire attention à vos propos. Cela ne consomme pas plus d'eau qu'un hectare de blé.

Cela fait partie des rotations, cela fait partie de l'agronomie.

Il faut faire attention à ce genre de clichés. C'est simplement cela.

Il y a un marché sur l'agriculture biologique.

Pourquoi cela ne se développe pas ? Il faut demander plus simplement que la rémunération issue de cette production puisse rémunérer correctement les agriculteurs.

Aujourd'hui, le constat est que c'est une niche parce qu'on a du mal à vivre de ce métier d'une agriculture biologique.

Pour être plus clair sur l'interpellation par rapport à l'évolution de l'agriculture, je voudrais vous parler de l'agriculture intégrée, c'est celle que nous sommes tous en train d'essayer d'inventer.

Depuis trois ans, la Chambre d'agriculture sur sa ferme expérimentale et le lycée agricole de La Saussaye aussi, essaient d'expérimenter ce que les Anglais ont appelé il y a très longtemps une *Integrated Agriculture*.

En un mot, c'est l'agriculture qui intègre beaucoup plus de paramètres que l'agriculture conventionnelle. L'agriculture raisonnée en intégrait déjà, mais l'agriculture intégrée en intègre beaucoup plus, notamment l'impact beaucoup plus fin des intrants sur l'environnement sur la biodiversité.

Je ne vais pas vous faire un cours.

Je peux vous dire aujourd'hui que l'on est en train d'essayer d'inventer une agriculture qui sera l'intermédiaire entre l'agriculture actuelle et l'agriculture biologique qui pose d'autres problèmes de productivité.

Jean-Marc PROVIDENCE. - Pour éviter que le Président ne se sente en permanence mis en question, nous allons avoir un autre témoignage.

UN INTERVENANT. - Une réaction par rapport à la quantité d'eau consommée par le maïs et le blé. C'est vrai, mais c'est aussi faux parce que le maïs valorise l'eau que l'on apporte alors que le blé valorise l'eau qui est disponible à ce moment-là.

En Beauce, on arrose du maïs, on arrose très peu de blé sauf cette année.

De façon générale, le maïs a peut-être moins besoin d'eau que de blé, mais le blé valorise très bien l'eau qui tombe normalement aux mois de février, mars, avril, mai, même juin, alors que le maïs, lui, valorise de l'eau qui ne tombe pas au moment où il la consomme, c'est-à-dire en juillet, août.

Philippe LIROCHON. - Quand l'eau tombe l'hiver sur un sol où il n'y a pas de culture, elle va dans la nappe et on ne fait que la changer dans sa consommation. Point.

LE MEME INTERVENANT. - Ma question n'était pas de prendre à partie le Président. Monsieur Hervieu, j'ai beaucoup apprécié votre intervention, mais demain dans la future PAC, il y aura un verdissement des aides qui va être une contrainte pour la production agricole.

Effectivement, si 7 % des surfaces ont un focus écologique dans la future PAC, la production de céréales en Europe va baisser, normalement.

Le grand risque, c'est que la grande majorité des céréales en Europe va à l'alimentation animale.

L'alimentation animale a actuellement des difficultés de revenus, ce qui n'est pas le cas des céréaliers aujourd'hui.

Est-ce que demain on aura toujours des éleveurs en Europe ?

Si la production de céréales baisse, il y aura forcément un problème pour les éleveurs qui n'ont pas aujourd'hui un gros revenu.

Bertrand HERVIEU. - Il y a plusieurs éléments. Je ne peux pas répondre comme cela à votre question.

Je n'essaie pas de m'échapper, mais il y a plusieurs choses.

Premièrement : sur le verdissement, je pense qu'il faut continuer à progresser autour de ces questions.

Comme le Président l'a dit, ce verdissement est plus vécu pour le moment comme une contrainte que comme une rétribution.

Il y a un basculement qualitatif à faire autour de cela et cela va prendre des années, cela ne va pas se faire en une fois, mais il ne faut pas désespérer.

Je pense que l'on est sur du long terme.

Il faut continuer d'avancer.

Deuxièmement : sur la baisse de la production céréalière en Europe, je ne pense pas, parce que et cela c'est un débat autour des sols, je ne pense pas que les surfaces cultivées en Europe vont augmenter, en revanche, la productivité d'un certain nombre d'hectares en Europe va beaucoup augmenter.

En Europe centrale et orientale et pas dans l'Europe de l'Ouest, il est assez stupéfiant de voir l'augmentation de la production parce que tout simplement ces agricultures se remettent en route. Elles intègrent des éléments de technique, de génétique, etc.

Bref, on n'est pas dans des perspectives de régression de la place de l'Europe dans le monde.

Troisièmement : vous posez la question de l'avenir, il faudrait dire, des élevages car il y a deux problèmes sont assez distincts : le problème de l'élevage nourri par ces protéines végétales par ailleurs et le problème de l'élevage à l'herbe.

Une des grandes questions posées à l'Europe à travers ces politiques, c'est l'avenir du Massif Central, on parle ici de la Beauce, on ne parle pas du Massif Central, mais il faut quand même essayer de tenir les bouts de la chaîne.

Il est vrai qu'il y a de grosses menaces sur les élevages allaitants en Europe à un horizon de 10 à 20 ans et que tenir la rentabilité des élevages intensifs ou semi intensifs et l'avenir des élevages extensifs dans des zones de montagne, des zones d'herbe, etc. qui représentent un intérêt pour le coup écosystémique pour l'ensemble de l'Europe, est une question politique qui n'est pas réglée.

Je ne peux pas dire autre chose, sauf qu'il faudrait avoir des approches beaucoup plus

finances de ce point de vue. Je ne suis pas le seul à le penser. Je le pense fortement.

Je crois que l'on n'avancera sur les progrès de la PAC que si l'on régionalise la Politique Agricole Commune.

Le deuxième pilier, commençons par là, les Français sont les seuls à avoir encore le deuxième pilier de la PAC au niveau national, ce qui nous fait des usines pas possible, administratives où l'on se perd. On est toujours les derniers à prendre le train, et on est au plus loin d'une possibilité de ces discussions entre Bruxelles, les collectivités territoriales et les collectivités locales et les agriculteurs sur la façon de mettre en œuvre la gestion du paysage, de l'eau, des sols et la gestion de la biodiversité.

C'est un progrès que l'on peut faire assez facilement.

Jean-Paul CHARVET. - Un mot sur les activités d'élevage.

Aujourd'hui la première firme mondiale productrice de produits carnés, de viande est une firme brésilienne, c'est JBS qui a racheté deux grandes firmes américaines et qui est devenue depuis l'année dernière le premier producteur de viande de la planète.

Une autre grande firme brésilienne est en train de développer sa production de poulets au Royaume-Uni. Elle est devenue le premier producteur de poulets au Royaume-Uni et elle est implantée depuis peu dans le Pas-de-Calais, en France.

Voyez d'où vient la compétition.

Elle vient peut-être moins de l'Amérique du Nord que de l'Amérique du Sud et du dynamisme de ces grandes transnationales de la viande comme JBS ou Marfrig.

UN INTERVENANT. - J'ai apprécié les propos de M. Hervieu et je partage le sentiment de notre Président de chambre. Je suis agriculteur sur 140 hectares sur une ferme familiale. J'ai connu toujours cette ferme, quand je l'ai reprise après ma mère parce que j'étais orphelin de père, elle faisait 140 hectares et elle fait toujours 140 hectares aujourd'hui.

Je trouve que les agriculteurs ont plutôt été dociles.

La société a des attentes, on l'a bien compris et nous qui voulons vivre de notre métier. Donc, il faut absolument maintenir et développer une réciprocité.

J'ai aussi des amis agriculteurs dans la société. On a ouvert une ferme qu'on appelle une opération « ferme ouverte » qui est sur toute la France, notamment chez nous en Eure-et-Loir.

Je l'ai pratiquée pendant de nombreuses années, on a beau faire de la publicité, malheureusement les gens ne viennent pas nous rencontrer ou très peu.

En revanche, moi qui me suis longtemps occupé des sapeurs-pompiers en Eure-et-Loir ou du club de foot du village, quand je faisais un vin d'honneur, là il y avait du monde. Mais pour échanger avec les autres sur les problèmes agricoles, c'est compliqué et pourtant je trouve que les agriculteurs font beaucoup d'efforts.

J'étais dans du conventionnel, je suis toujours essentiellement dans du conventionnel, je fais de plus en plus d'intégré comme le disait M. Philippe Lirochon à l'instant.

Une dernière remarque. Je suis également trésorier d'une association qui fait du bio et

on a 5 hectares d'agriculture biologique.

Il y a eu, effectivement, un engouement terrible au départ. On est monté jusqu'à plus de 250 paniers/mois parce que tout le monde voulait avoir du bio, sauf qu'il y a la saisonnalité et que les gens quand on leur donne tout le temps du chou parce que c'est le moment de la production du chou, ils en ont vite ras-le-bol du chou et aujourd'hui, on est passé de 250 paniers à 50 paniers.

On a un combat difficile sur le bio. C'est pour vous dire que les agriculteurs et surtout ceux d'Eure-et-Loir sont ouverts à tout.

Jean-Marc PROVIDENCE. - Il se confirme que Gilles n'est pas beauceron et qu'il sait qu'un chou est un chou.

(Rires.)

UN INTERVENANT. - Je suis agriculteur sur Voves en pleine Beauce.

Je ne sais pas comment je vais commencer parce que j'en ai tellement à dire après ce que j'ai entendu aujourd'hui.

J'ai repris la ferme de mes parents par conviction, j'avais cela dans le cœur, dans le sang, j'adore mon métier.

J'ai choisi l'agriculture intégrée parce que je n'ai pas eu le choix.

Pour reprendre derrière mes parents, il fallait qu'ils partent avec un peu d'argent. Ce n'est pas avec les retraites agricoles qu'ils peuvent vivre. Donc, il y a des cessions de fermes.

Je le dis ici. Cela se fait, cela se fait en famille aussi parce qu'il faut qu'ils vivent nos parents et j'espère bien céder aussi ma ferme à un de mes enfants, je n'en sais rien, en tout cas pour qu'il vive aussi.

C'est le premier point que je voulais dire.

Derrière, quand j'ai repris la ferme de mes parents, j'ai eu des terres à racheter de la ferme qu'ils cultivaient, cela veut dire emprunt.

Je vais vous dire le bio, il n'en est pas question parce que, là, je n'y arriverai pas, c'est certain.

Je faisais faillite, direct, clair et net.

Le métier, je l'ai au cœur, je peux vous le dire.

Deuxième point : le bio, je change de conservation complètement, il ne faut pas s'y tromper.

Je suis un producteur de pommes de terre parce que je me suis diversifié.

En me diversifiant, j'ai réussi à rembourser mes dettes, mes parents sont heureux aujourd'hui, ils sont à la retraite, ils vivent bien, moi j'y arrive aussi, je ne me plains pas.

Les pommes de terre ont une maladie qui est très sensible : le mildiou.

En 2007, je prends un exemple concret, on a eu une année humide, en mai, juin, juillet, etc. c'était le traitement mildiou toutes les semaines deux fois par jour, sinon pas de

production, c'est-à-dire 0 tonnage, vraiment 0.

Donc traitement intensif. C'est vraiment de l'intensification. Je n'ai connu cela qu'une fois dans ma vie, catastrophique.

Dérogation ministérielle pour que les producteurs bio traitent avec les mêmes produits que nous ... je dis bien les mêmes produits que nous.

Par contre, ils vendaient leur production deux, trois, quatre fois plus cher que nous.

C'est cela l'agriculture bio.

Un autre petit exemple sur le bio, je reste sur la pomme de terre.

Les producteurs bio ont le droit de traiter avec du cuivre.

Le cuivre, c'est un élément que tout le monde connaît, c'est un métal lourd. On traite aussi la vigne en bio avec du cuivre.

Du cuivre, cela s'accumule dans le sol et c'est très nocif pour nos sols.

Je ne traite jamais avec du cuivre, jamais, je traite avec des produits homologués comme le bio, mais je pense qu'ils se désintègrent plus facilement dans le sol parce qu'il y a eu des expériences avant.

C'est ce que j'avais à dire sur l'ensemble des points soulevés.

Jean-Paul CHARVET. - Je vais revenir aux marchés mondiaux.

Il se trouve qu'il y a une dizaine de jours, j'étais à Venise dans un colloque international avec des économistes.

La question qui n'a pas de vraie réponse est la suivante : partant de l'examen de l'évolution des cours mondiaux d'un certain nombre de grains (blé, maïs, soja) et en calculant le prix de ces commodités, de ces denrées de base en monnaie constante, en dollar constant, on voyait sur les courbes dessinées - vous pouvez les retrouver dans une excellente revue qui s'appelle *Agri US analyse* Jean-Christophe Debar si cela vous intéresse - depuis 2000-2005, n'est-on pas en train d'assister à un renversement de la baisse séculaire des prix des denrées agricoles calculé en monnaie constante ?

C'est vrai que, depuis un siècle, calculé en monnaie constante, cela n'a pas cessé de baisser, d'où une justification des politiques agricoles, à mon avis.

C'est une des manières de les justifier, du moins les anciennes, même encore l'actuelle.

N'est-on pas en train, parce que c'est vrai, en monnaie constante, depuis 2000 et surtout depuis 2005, de repartir vers le haut ?

Le prix des terres agricoles également, y compris en monnaie constante, y compris en Beauce est reparti à la hausse.

Le *Land Grabbing*, l'accaparement des terres est reparti à la hausse, au moins à 30 millions d'hectares loués par la Chine, par des entreprises indiennes comme Karuturi, par des firmes françaises aussi, en particulier en particulier AgroGénération, mais il y en a d'autres.

C'est une question, je n'ai pas la réponse.

Est-on véritablement à un renversement de tendance qui pourrait s'expliquer par la rareté des terres agricoles ou est-ce que c'est un petit accident sur une dizaine d'années et on va continuer à plonger ?

Je ne voudrais pas que cela perturbe votre nuit, mais c'est tout de même une question sur laquelle d'éminents économistes ont réfléchi avant d'aller se promener en gondole.

Jean-Marc PROVIDENCE. - Que dit le Percheron ?

Jacques REMY. - Cela ne fait que 50 ans que je suis dans le Perche, je ne suis pas Percheron, d'ailleurs mes identités et mes racines sont multiples et je m'en porte très bien.

J'aime beaucoup le Perche, je ne déteste pas la Beauce non plus.

Je voudrais répondre à deux choses.

On a oublié les femmes comme d'habitude bien que le Président avait posé une question, il voulait savoir comment faire revenir sa femme sur l'exploitation.

Ecoutez pour votre femme, je ne sais pas, c'est peut-être fichu mais j'ai quand même quelques idées à vous proposer.

D'abord, si le nombre de femmes chefs d'exploitation augmente, ce n'est pas tellement qu'il y a des femmes qui succèdent à leur époux à la fin de la carrière de celui-ci, cela on en connaît depuis toujours.

C'est 17 % seulement, mais 17% seulement des 27 % de femmes installées, d'après les statistiques officielles du ministère de l'Agriculture que je ne me permettrai pas de contester même si je regarde comment elles sont construites, parce qu'un sociologue qui ne regarde pas comment sont construites les statistiques, il n'est pas bon.

L'essentiel, c'est qu'un certain nombre de femmes s'installent comme chefs d'exploitation parce que cela les intéresse.

Il y a aussi un certain nombre de femmes qui sont associées à leur mari, co exploitantes, certaines le sont, elles vous le disent carrément sans se gêner, pour des raisons fiscales, peut-être que vous le connaissez, mais il y en a qui le sont vraiment.

Une jeune collègue qui a publié un article dans le livre que l'on a fait ensemble qui s'appelle Sabrina Dahache a bien décrit le parcours de femmes s'installant volontairement elles-mêmes et se choisissant par rapport au récit que j'ai fait tout à l'heure, des conjoints qui travaillent à l'extérieur pour pouvoir être tranquilles sur leur exploitation.

C'est un phénomène intéressant et en croissance.

Sinon, il y a d'autres systèmes, d'autres façons, il y a la diversification.

Je sais que vous avez diversifié d'une certaine façon. Vous avez une dizaine de productions d'après ce que vous m'avez dit tout à l'heure.

C'est une chose, mais deux sortes de diversifications ont été établies par un notaire anglais, une femme d'ailleurs. Il y a une espèce de diversification en continuité de l'exploitation, ce que vous faites, et une autre forme de diversification qui n'est pas en rupture, mais qui n'est pas non plus dans la continuité de la logique de l'identité

professionnelle des agriculteurs qui est quelque chose de très important que l'on n'a pas beaucoup eu le temps, c'est la diversification par un certain nombre d'activités telles que gîte, accueil à la ferme de différentes façons, table d'hôte, etc, qui est une autre forme de diversification se situant plutôt dans des exploitations où le couple travaille ensemble et c'est souvent la femme qui fait ce genre de diversification.

Une chose intéressante : il y a diversification vers ce type d'activités : transformation à la ferme, vente directe, je n'ai pas parlé d'AMAP. Il y a plus de sociologues qui travaillent sur les AMAP que de participants aux AMAP, c'est vrai. Je ne suis pas de ceux-là. Je pense que l'on ne peut pas les rejeter comme cela a été fait par ailleurs.

C'est un signe les AMAP, vous devez l'entendre comme un signe, qu'il y a un certain nombre de gens qui veulent avoir un contact direct avec le produit, qui veulent savoir d'où vient leur produit et je pense que l'intérêt des organisations agricoles est d'aider au développement des AMAP, même si celui-ci se fait un petit peu en marge des organisations agricoles établies. J'emploie le mot établies, je ne dis pas dominantes, ni traditionnelles, c'est-à-dire celles qui sont bien installés.

Vous avez vu, il y a un peu de contradiction dans la salle, il faut bien qu'il y en ait aussi à la table tout de même !

Ces formes de diversification sont intéressantes et à prendre en compte, je pense.

Il y a des diversifications aussi vers l'extérieur que font les agriculteurs dans certaines régions du genre déneigement etc., mais cela c'est en continuité de l'exploitation.

Ce qu'observait un de mes collègues, Christophe Giraud justement, c'est que des agriculteurs, par rapport à leurs pairs, leurs collègues, auraient été un peu gênés s'ils avaient pris l'initiative de ce type de diversification car dans la représentation du métier dominante, un agriculteur est quelqu'un qui produit et de moins en moins depuis longtemps quelqu'un qui transforme, par exemple.

C'est peut-être un peu dommage.

Donc, en envoyant leur femme au feu, je le présente de telle façon en disant à leur femme : tu m'enquiquines, moi j'ai envie de transformer, j'ai envie d'ouvrir un gîte et tant pis si on dit que cela ne se fait pas, bon Ils se protègent un peu tandis que leurs femmes vont un peu de l'avant et font les ouvertures sociales.

Vous évoquez la discussion avec les autres groupes sociaux. C'est un très bon moyen d'avoir un gîte ou d'avoir une forme d'accueil quelconque du camping à la ferme où n'importe quoi, c'est une excellente forme d'échanges avec des gens et de compréhension mutuelle plus approfondie parce que je vois que celle-ci est nécessaire.

Je dis un dernier mot sur l'Agribio.

Je ne suis pas agronome, mais il se trouve que j'ai travaillé sur l'Agribio dans les années 1980 à une époque où mon institution considérait que c'était vraiment perdre du temps, comme mon institution avait considéré avant que travailler sur les agricultrices et conseillères agricoles c'était perdre du temps, j'ai aimé perdre du temps et qu'est-ce qui se disait en 1986 sur l'Agribio ?

J'en trouve des petites traces ici.

Il se disait : ... les Agribio, ils mettent de l'engrais la nuit !

(Rires.)

Les Agribio, ils nous racontent des histoires, ce n'est pas vrai.

Je peux vous dire que l'on disait cela dans ces années là.

À chaque fois que je vais dans une chambre d'agriculture, je vais souvent dans celle du Maine-et-Loire que vous connaissez bien sans doute, et que je vois en entrant un bureau à droite marqué Agriculture biologique, à chaque fois je tombe sur le cul, excusez-moi de parler vulgairement, parce que, après les critiques gigantesques que les organisations professionnelles agricoles ont faites contre le bio, je trouve prodigieux que l'on ait maintenant des conseillers agricoles qui soient autorisés.

Il y en avait un dans l'Yonne.

Philippe LIROCHON. - Il y en a un chez nous.

Jacques REMY. - Maintenant, mais il n'y en avait pas, Président, dans les années 80 !

Philippe LIROCHON. - Je n'étais pas Président !

Jacques REMY. - Non, mais j'étais là, je travaille depuis 1970 sur l'agriculture.

Je peux vous dire que les choses ont évolué et qu'elles continuent d'évoluer.

Permettez-moi de vous dire que d'après les statistiques que j'ai consultées tout à l'heure, dans les statistiques il n'est pas parlé d'agriculture bio, il est mentionné « terres sans produits phytosanitaires » : 7 % dans votre département ... ce n'est pas énorme.

Voilà

Je pense qu'il y a un développement possible de l'Agribio.

J'ai suivi de près dans le Maine-et-Loire parce que j'étais observateur à la CDO et on voyait bien que les agriculteurs non bio commençaient à avoir tout de même une reconnaissance de l'agriculture bio.

J'ai l'impression qu'il y a un retour en arrière ou c'est l'Eure-et-Loir qui n'est peut-être pas très en avance ... je ne sais pas

(Applaudissements.)

Bertrand HERVIEU. - Juste quelques mots par rapport à ce qui a été dit sur le fait de savoir si on était à un tournant ou pas.

On est toujours à un tournant de l'histoire, c'est un peu banal de le dire, mais celui-là est quand même fort.

Je pense qu'il y a une vraie recomposition de la place de l'agriculture dans les sociétés modernes.

On est plus dans la perception d'une rupture que d'une continuité.

Il y a de la continuité, c'est évident, mais il y a une vraie nouveauté et je pense que, de cela, il faut quand même tirer une leçon, c'est que l'on doit laisser émerger des formes nouvelles un peu impensées, un peu difficiles à imaginer si l'on veut véritablement

construire une nouvelle page.

Projetons-nous 20 ans en arrière.

Quand on se projette 20 ans en arrière, on s'aperçoit et c'est heureux, qu'on a vu émerger des choses que l'on n'avait jamais imaginées.

C'est ce qui va se produire dans les 10 ans qui viennent. Il faut le laisser éclore parce qu'on a besoin de cette diversité, de ces émergences et c'est par ces chemins que l'agriculture prendra sa nouvelle place dans une société qui change radicalement son regard.

Pour faire bref, il y a une chose qui est radicale que l'on n'a pas assez dite ce soir. Jean-Paul a insisté sur le fait que la population mondiale augmentait et qu'il y avait une demande. Il n'empêche que, dans nos sociétés qui ne manquent de rien, le regard porté sur le monde agricole dans une société où l'on mange à sa faim tous les jours et où sincèrement c'est une toute petite minorité qui se préoccupe de savoir ce qu'il va manger le lendemain alors que c'était l'immense majorité il y a encore 150 ans, le regard a changé.

S'il y a aujourd'hui des gens qui ne mangent pas à leur faim en France, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas de disponibilités, c'est parce qu'il n'y ont pas accès. C'est radicalement différent de ne pas manger à sa faim parce qu'on n'a pas accès à l'alimentation que de ne pas manger à sa faim parce qu'il n'y a rien à manger.

De ce fait, les attentes s'enrichissent, se complexifient. Puisque la mission de base est remplie, on en demande d'autres.

Ce que vous percevez vous, monde agricole, et on le comprend bien, cela s'explique comme un peu agaçant, on vous en demande plus, je le dis sérieusement, c'est aussi un hommage rendu à une profession qui a atteint les objectifs et comme le dit très bien Edgar Pisani, quand on a atteint les objectifs, c'est qu'il faut s'en donner d'autres.

Cette vision est tout de même très positive.

Jean-Marc PROVIDENCE. - Des questions dans la salle ?

M. MENEAU. - Trois choses. D'abord, ce qu'a dit mon collègue agriculteur sur l'agriculture biologique n'est pas acceptable, car je suis moi aussi paysan.

Pour qu'elle puisse se développer, l'agriculture biologique ne fonctionne bien que dans un système de polyculture, élevage au moins sur un territoire.

Etant donné les modèles agricoles développés en Eure-et-Loir, il me paraît difficile de développer beaucoup l'agriculture biologique.

L'agriculture biologique, ce n'est pas supprimer des traitements, c'est concevoir une autre agriculture avec forcément de l'élevage à proximité. À mon avis, sinon c'est très difficile.

Par exemple, pour le cas des pommes de terre qui a été exposé, il n'y a qu'en 2007 que les bio ont mis des produits de traitement sur les pommes de terre et de façon générale, les gens qui font des pommes de terre en bio ont des variétés beaucoup plus résistantes aux maladies que les modèles utilisés en agriculture conventionnelle.

Une petite provocation sur les AMAP.

Les AMAP, ce sont des consommateurs riches qui achètent à des producteurs pauvres de façon générale. Dans les AMAP, on a beaucoup d'enseignants qui sont très sensibles à la qualité de ce qu'ils mangent, ils ont forcément raison, alors qu'en Eure-et-Loir, ce sont plutôt des producteurs riches qui livrent à la grande industrie et on a, en face, des consommateurs pauvres qui vont acheter dans les *hard discount* des produits alimentaires qui pourraient avoir beaucoup plus de qualités, à mon avis.

Ma question : dans les statistiques données par le dernier recensement agricole, le gros problème de l'Eure-et-Loir n'est pas ce que vous avez évoqué, mais plutôt que c'est le département en région Centre qui a le moins de jeunes agriculteurs aujourd'hui.

Pourtant, le revenu agricole en Eure-et-Loir est important. Des jeunes voudraient s'installer, mais le gros problème d'Eure-et-Loir, c'est l'accès au foncier. Aujourd'hui, l'accès au foncier en Eure-et-Loir est très difficile pour les jeunes qui veulent s'installer ou qui voudraient un peu s'agrandir pour une dimension économique insuffisante.

Pour eux, c'est très difficile.

Il y a deux obstacles importants : la Politique Agricole Commune qui est plutôt une aide financière aux outils de production et également en Eure-et-Loir quelle chose qui est responsable au niveau de la profession, un contrôle des structures complètement insuffisant.

UN INTERVENANT. - Merci pour la diversité des intervenants de ce soir et la qualité de toutes les interventions.

Une question au Président de la Chambre d'agriculture concernant l'ouverture du dialogue entre le monde de l'agriculture et de la société, allez-vous permettre, pour donner l'exemple, l'organisation d'un débat sur la qualité de l'eau au mois de novembre organisé par une association de défense de l'environnement ?

Philippe LIROCHON. - C'est une question extrêmement directe.

J'ai répondu par écrit au Président de l'Association Eau Secours 28, j'ai signé le courrier il y a au moins deux jours.

Cela m'ennuie de rendre publique ma réponse, mais je pourrai vous la donner en privé.

UN INTERVENANT. - Hier, il n'avait pas de réponse.

Philippe LIROCHON. - Le courrier ne va pas assez vite !

Je vous répondrai tout à l'heure en privé, s'il vous plaît.

Par politesse vis-à-vis du Président de l'Association, cela m'ennuie de publier la réponse que j'ai faite en étant le plus nuancé possible à une question qu'il m'a adressée directement.

LE MEME INTERVENANT. - Espérons que c'est uniquement par politesse.

Philippe LIROCHON. - Ma réponse est en partie signée.

Jean-Marc PROVIDENCE. - Y a-t-il d'autres questions dans la salle avant de redonner une dernière fois la parole à la table ?

UNE INTERVENANTE. - J'ai été enchantée de la diversité des questions et des propos.

Juste l'apport du bio du côté du goût, de la qualité à la fois gustative et des qualités nutritionnelles aussi côté bio, c'est nettement plus riche sur le plan des harmonies sensorielles et des qualités nutritionnelles.

C'est quelque chose de très important qui est de plus en plus reconnu.

Au niveau de la toxicité des pesticides, je suis un peu étonnée que vous n'ayez pas plus parlé du retentissement sur la santé des agriculteurs et des femmes d'agriculteurs quand ils sont mariés, car ce sont les femmes qui lavent les blouses, les vêtements et elles aussi ont beaucoup plus de maladies que les femmes de non agriculteurs qui ne sont pas exposés aux pesticides.

Jean-Marc PROVIDENCE. - Jacques avait envie de répondre à la question de M. Meneau tout à l'heure qui n'était pas une question, mais une série de notations.

Jacques REMY. - Par rapport à cette interrogation sur les jeunes en Eure-et-Loir.

Vous êtes bien, les uns et les autres, plus compétents que moi sur la question parce que vous êtes sur le terrain.

Ce que j'ai vu sur les statistiques, mais il faut s'en méfier, c'est que l'âge moyen des agriculteurs en Eure-et-Loir est de 52 ans, ce qui est en élévation de fait.

D'après ce que dit ce texte de statistiques, et là, il faut peut-être le prendre avec des gants, la plupart d'entre eux ont, en gros, successeur.

Pour répondre plus entièrement à votre question sur les difficultés des jeunes à s'installer, c'est peut-être des difficultés des jeunes qui ne sont pas les enfants de ces agriculteurs, ce que l'on appelle les agriculteurs hors cadre familial, quoi que dans leur cadre familial il y a parfois des neveux. Il s'agit peut-être de gens venant de l'extérieur qui ont du mal à trouver des terres.

Je crois que c'est réellement vrai. Président, je suis désolé de le dire, ce n'est pas pour vous mais c'est général, l'agriculture c'est un Moloch, c'est-à-dire un être qui mange ses propres enfants, c'est-à-dire que l'on préfère un agrandissement sur l'installation. C'est clair, net et précis quoi qu'en dise Christiane Lambert qui dit : je préfère avoir des voisins que des hectares en plus.

Bertrand HERVIEU. - 50 % des terres libérées vont à l'agrandissement. C'est clair.

Jacques REMY. - Ces statistiques disent que plus de la moitié des exploitations d'Eure-et-Loir sont au-dessus de 105 hectares, soit plus de la moitié, cela veut dire qu'il y a une grande variation après. Cela ne veut pas dire la moyenne de 105 hectares, mais plus de la moitié des exploitations sont au-dessus de 105 hectares.

C'est une partie de la réponse malheureuse à la question que vous posez et aux difficultés de s'installer quand on n'est pas héritier, quand on n'est pas le successeur désigné par la famille, par la maison, et que l'on souhaite s'installer.

C'est un vrai problème qui existe partout en France, mais je pense qu'en Eure-et-Loir cela doit être un problème notable.

Philippe LIROCHON. - J'ajoute juste un mot. C'est compliqué. Vous faites un raccourci

dangereux. C'est aussi oublier que quand on a du blé à 90 € ou 100 € la tonne, il n'est pas si simple d'investir aujourd'hui et de pouvoir le rentabiliser même sur 105 hectares.

La perspective que nous avons vécue depuis un certain nombre d'années avec des cours très bas a été aussi un frein fort à l'installation et un accélérateur de l'agrandissement. Il ne faut quand même pas l'oublier.

On peut voir la tendance changer dans les années à venir.

M. MENEAU. - Ce que vous dites n'est pas vrai. Aujourd'hui, le prix du blé est rémunérateur.

Philippe LIROCHON. - Il y a plus d'installations aujourd'hui qu'il y a 3 ans.

Jean-Marc PROVIDENCE. - Nous avons dépassé de 10 minutes notre horaire.

Je dois remercier les comédiens, les chroniqueurs, comme les appelait Bertrand tout à l'heure, d'avoir accepté de ne pas clore ce long débat, cette longue soirée. C'est dommage mais sinon on va faire exploser les chronomètres qui ne sont pas affichés puisqu'on a déjà dépassé le temps qui nous était imparti.

Je les remercie en premier. Ensuite, je remercie les intervenants, ceux qui sont là et ceux qui sont partis.

Merci vraiment de votre présence ce soir et de cette présence dans le dialogue avec la salle.

Je vous signale que l'on recommence un exercice du même genre sur un sujet qui vient d'être évoqué à l'instant : « Nouvelles précarités, nouvelles solidarités » le 2 décembre avec à nouveau des sociologues derrière la table et probablement Gérard Noiriel qui a beaucoup travaillé sur ce sujet.

Les Rencontres Cinématographiques du COMPA - je fais toutes les annonces ! - auront lieu la troisième semaine de janvier. L'année dernière, c'était l'amour à la campagne, vous avez raté cela ! Cette année, c'est l'étranger.

Ce sont les questions d'intégration, les questions d'identité, les questions d'altérité.

Je crois qu'elles sont aussi assez proches de certains des sujets que l'on a pu évoquer, notamment les derniers à l'instant.

Merci à vous tous d'avoir été présents ce soir et d'avoir tenu avec beaucoup d'énergie jusqu'au bout.

À la prochaine fois.

Au revoir.

(Applaudissements.)

(Les rencontres sont closes à 22 h 40.)